

REPUBLIQUE DU BURUNDI



MINISTRE DE LA PLANIFICATION DU  
DEVELOPPEMENT ET DE LA RECONSTRUCTION  
NATIONALE



Programme d'Appui à la Gouvernance

## MONOGRAPHIE DE LA COMMUNE GIHANGA



Bubanza, septembre 2006

# TABLE DES MATIERES

	Pages
<b>ABREVIATIONS</b>	
<b>PREFACE</b>	
<b>INTRODUCTION .....</b>	<b>1</b>
<b>CHAPITRE I : DESCRIPTION PHYSIQUE .....</b>	<b>2</b>
1.1. Situation géographique .....	2
1.2. Organisation Administrative .....	3
<b>CHAPITRE II : DEMOGRAPHIE.....</b>	<b>5</b>
2.1. Répartition de la population et densité .....	5
2.2. Evolution de la population .....	7
<b>CHAPITRE III : AGRICULTURE .....</b>	<b>8</b>
3.1. Spéculations agricoles.....	8
3.2. Facteurs de production.....	16
3.3. Infrastructures agricoles.....	17
3.4. Intervenants.....	17
3.5. Contraintes, potentialités et perspectives.....	18
<b>CHAPITRE IV : ELEVAGE .....</b>	<b>20</b>
4.1. Situation des effectifs du cheptel.....	20
4.2. Types d'élevage et effectifs par espèce.....	23
4.3. Santé animale.....	25
4.5. Produits et sous produits de l'élevage.....	27
4.6. Intervenants.....	27
4.7. Principales contraintes, potentialités et perspectives.....	27
<b>CHAPITRE V : PECHE ET PISCICULTURE .....</b>	<b>29</b>
5.1. Pêche	29
5.2. Pisciculture	29
5.3. Contraintes, Potentialités et perspectives	30
<b>CHAPITRE VI : FORETS .....</b>	<b>31</b>
6.1 Généralités.....	31
6.2. Boisements naturels et artificiels.....	32
6.3. Transformation des produits forestiers.....	33
6.4. Production de plants forestiers.....	33
6.5. L'agroforesterie.....	34
6.6. Contraintes et perspectives.....	34

<b>CHAPITRE VII : INDUSTRIE ET ARTISANAT .....</b>	<b>35</b>
7.1. Industrie.....	35
7.2. Artisanat .....	35
<b>CHAPITRE VIII : GEOLOGIE, MINES ET MINERAIS.....</b>	<b>37</b>
8.1. Mines.....	37
8.2. Disponibilité des matériaux de construction.....	37
8.3. Contraintes, potentialités et perspectives.....	37
<b>CHAPITRE IX : ENERGIE .....</b>	<b>38</b>
9.1. Energie hydroélectrique.....	38
9.2. Le bois de chauffe et le charbon (combustibles ligneux).....	38
9.3. Produits pétroliers .....	38
9.2. Contraintes, potentialités et perspectives.....	38
<b>CHAPITRE X : COMMERCE ET SERVICE.....</b>	<b>40</b>
10.1. Commerce.....	40
10.2. Transport et communication.....	43
10.3. Tourisme et hôtellerie.....	46
10.4. Institutions financières.....	47
<b>CHAPITRE XI : ACTION SOCIALE.....</b>	<b>48</b>
11.1. Action sociale.....	48
11.2. Réintégration, Réinsertion et Réhabilitation.....	52
11.3. Habitat.....	53
<b>CHAPITRE XII : SANTE .....</b>	<b>56</b>
12.1. Données épidémiologiques .....	56
12.2. Médecine préventive (données sur la vaccination) .....	56
12.3. Données sur le VIH de la commune.....	57
12.4. La médecine traditionnelle .....	57
12.5. Situation des infrastructures sanitaires .....	57
12.6. Ressources humaines .....	59
12.7. Intervenants.....	59
12.8. Contraintes, potentialités et perspectives.....	59
12.9. Approvisionnement en eau.....	60
<b>CHAPITRE XIII : EDUCATION.....</b>	<b>62</b>
13.1. Généralités .....	62
13.2. Enseignement formel .....	62
13.3. Enseignement informel.....	64
13.4. Principales contraintes et actions à mener.....	67

<b>CHAPITRE XIV : JEUNESSE, SPORT ET CULTURE .....</b>	<b>71</b>
14.1. Situation de la jeunesse .....	71
14.2. Sport .....	71
14.3. Patrimoine culturel.....	72
<b>CHAPITRE XV : JUSTICE.....</b>	<b>73</b>
15.1. Généralités .....	73
15.2. Performance du service judiciaire de la commune.....	73
15.3. Situation des infrastructures et équipements.....	75
15.4. Personnel.....	75
15.5. De la justice gracieuse.....	76
15.6. Contraintes, potentialités et perspectives .....	76
<b>CHAPITRE XVI : PERSPECTIVES DE DEVELOPPEMENT .....</b>	<b>77</b>
16.1. Facteurs favorables au développement.....	77
16.2. Contraintes au développement .....	78
16.3. Stratégies et actions à mener.....	81
<b>CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS .....</b>	<b>81</b>
<b>BIBLIOGRAPHIE.....</b>	<b>84</b>
<b>ANNEXE</b>	<b>86</b>

## ABREVIATIONS

ACF	Action Contre la Faim
AFVP	Association Française des Volontaires du Progrès
AIV	Aide Infirmier Vétérinaire
ARP	Australian Relief Program
ARV	Anti Retro Viraux
BDD	Bureau Diocésain de Développement
BF	Bornes Fontaines
CCARS	Comité Communal d'Accueil et de Réinstallation des sinistrés
CDF	Centre de Développement Familial
CEPBU	Comité des Eglises Pentecôtes du Burundi
CNLS	Conseil National de Lutte contre le Sida
CNRS	Conseil National de Réinsertion des Sinistrés
CODEC	Coopérative d'épargne et de Crédit
COGERCO	Compagnie de Gérance du Coton
COOPEC	Coopérative d'Epargne et de Crédit
CPLS	Comité Provincial de Lutte contre le Sida
CRE	Crédit de Relance Economique
CRS	Catholic Relief Services
CSLP	Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté
DAPA	Projet de Développement Aquaculture et Pêche Artisanale
DGHER	Direction Générale de l'Hydraulique et des Energies Rurales
DGGM	Direction Générale de la Géologie et des Mines
DGVA	Direction Générale de la Vulgarisation Agricole
DND	Données Non Disponibles
DPEA	Direction Provinciale de l'Agriculture et de l'Elevage
DPE	Direction Provinciale de l'Enseignement
EP	Ecole Primaire
EPVA	Encadrement des Personnes Vulnérables en Afrique
FAO	Food and Agriculture Organization
FBBR	Fond Belgo-Burundais de Réemplois
FED	Fond Européen de Développement
FNG	Fond National de Garantie
FOSIP	Fond de Soutien à l'Investissement Privé
HCR	Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés
HR&MLC	Habitat Rural et Matériaux Locaux de Construction

IEC	Information Education et Communication
IFES	International Found for Election System
INCEN	Institut National pour la Conservation de l'Environnement et de la Nature
I.O	Infection Opportuniste
ISABU	Institut des Sciences Agronomique du Burundi
MININTER	Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité Publique
MPDRN	Ministère de la Planification du Développement et de la Reconstruction Nationale
MRAC	Musée Royale de l'Afrique Centrale (Belgique)
MRRDR	Ministère à la Réinsertion et à la Réinstallation des Déplacés et des Rapatriés
MST	Maladies Sexuellement Transmissibles
Nbre	Nombre
OCIBU	Office de Culture Industrielle du Burundi
OHP	Office de l'Huile de palme
OMS	Organisation Mondiale de la Santé
OTB	Office du Thé du Burundi
ONG	Organisation Non Gouvernementale.
PAM	Programme Alimentaire Mondial
PARESI	Projet d'Appui à la Réinsertion des Sinistrés
PATSIBU	Programme d'Appui Transitoire à la Santé au Burundi (FED)
PEV	Programme Elargie de Vaccination
PNK	Parc Nationale de la Kibira
PRASAB	Projet de Réhabilitation Agricole et de Gestion Durable des Terres au Burundi.
PVVS	Personnes Vivant le VIH/SIDA
PREBU	Programme de Réhabilitation du Burundi
PNUD	Programme des Nations-Unies pour le Développement
PPL	: Projet d'appui à la Planification Locale et au Renforcement des
PTPCE	Projet de Travaux Publics et de Création d'Emploi
PTME	Prévention de la Transmission du VIH/Sida de la Mère à l'Enfant
PSI	Population, Santé et Information
RAFIGI	Rassemblement des Femmes Instruites de Gihanga
RBP <sup>+</sup>	Réseau Burundais des Personnes vivant avec le VIH/Sida
RCE	Régie Communale de l'Eau
RDC	République Démocratique du Congo

RN	Route Nationale
SOGESTAL	Société de Gestion des Station de Lavage du Café
SRD	Société Régionale de Développement
SRDI	Société Régionale de Développement de l’Imbo
SPPL	Sous Programme Planification Locale
TPS	Technicien de Promotion de Santé
TPO	Transcultural Psychosocial Organisation
UNICEF	United Nations Infant & Children Found
UPP :	Unité de Planification de la Population
USAID	United States for Action International Development
UPRONA	Union Pour le Progrès National

## PREFACE

*La Monographie de la commune est l'initiative du Ministère de la Planification du Développement et de la Reconstruction Nationale (MPDRN) avec l'appui du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD). Elle est élaborée pour mettre à la disposition de ses partenaires des informations spécifiques à la commune pour guider leurs interventions en matière de développement socio-économique de ladite commune .*

*En effet, cette monographie décrit, sur base des données tirées de la banque des données provinciale informatisée, la situation de référence de la commune : description physique, organisation administrative, situation actuelle des différents secteurs...*

*La démarche méthodologique appliquée pour l'élaboration de la banque des données et de la monographie a été fondée sur l'approche participative qui a impliqué, à toutes les étapes de leurs réalisations, environ 80 personnes ressources. Ces étapes concernent la conception des fiches de collecte de données, la collecte des données proprement dite, le dépouillement et le traitement des données, les travaux d'analyse, la consolidation, la validation et la rédaction définitive.*

*Aussi, le Ministère de la Planification du Développement et de la Reconstruction Nationale voudrait-il, au terme de ce travail, adresser sa profonde gratitude à toutes les personnes physiques ou morales qui ont contribué à l'effort de réalisation de cette monographie, l'aboutissement de plusieurs centaines de pages manuscrites, très souvent reprises, raturées ou refaites dans le seul souci de formuler le meilleur diagnostic possible, sur la problématique du développement de la commune.*

*Le MPDRN remercie singulièrement tous les Ministères impliqués pour la mise à sa disposition de l'expertise de leurs cadres dont l'apport a été fort apprécié.*

*A l'Administrateur communal, aux techniciens communaux et des zones, aux responsables des projets et ONGs, aux différents experts, auteurs de cette monographie, il présente ses félicitations et tient à exprimer ses respects pour le travail accompli, cela dans un esprit de totale abnégation.*

*Le MPDRN exprime également sa gratitude au PNUD pour son assistance financière et logistique sans laquelle la matérialisation de ce travail n'aurait été qu'une utopie.*



A toutes les personnes ressources de terrain qui ont accepté le sacrifice de se soumettre à d'interminables interviews parfois fastidieuses, au remplissage des fiches de collecte de données et questionnaires souvent compliqués à tous les services qui ont permis l'accès facile à leurs sources d'informations, le MPDRN apprécie à sa juste valeur leurs contributions.

Enfin, le MPDRN reconnaît, que malgré un gros effort de clarification et de mise à jour des données recueillies ainsi que leurs sources, il subsiste des limites quant à leur fiabilité totale. De ce fait, il sollicite la contribution de tous dans les prochaines actualisations de la banque des données informatisée et de la monographie communale afin qu'elles deviennent progressivement des sources d'informations de plus en plus fiables et ainsi faciliter le suivi des indicateurs d'exécution des différents instruments de planification tel que le CSLP.

En attendant, ces produits permettront prochainement la mise en place du plan local de développement afin de répondre aux préoccupations de la population de la commune.

**LE MINISTRE DE LA PLANIFICATION  
DU DEVELOPPEMENT ET DE LA  
RECONSTRUCTION NATIONALE**

  
**Madame Marie-Goreth NIZIGAMA**

## INTRODUCTION

La présente étude a pour but de dresser un état des lieux et de situer le niveau de développement des secteurs tant économiques que sociaux atteint par la commune de Gihanga.

Inscrite d'abord dans le mandat du Projet d'Appui à la Planification Locale (PPL) et ensuite dans celui du Sous Programme Planification Locale (SPPL) du Programme d'Appui à la Gouvernance du PNUD, cette étude contient nombre de données susceptibles d'aider les planificateurs à mieux cerner et circonscrire leurs recherches pour une meilleure orientation du Gouvernement et autres décideurs dans leur prise de décisions pour un développement durable et harmonieux de tous les secteurs.

L'approche méthodologique utilisée pour la collecte des données reposait sur les enquêtes de terrain, les diverses publications de différents ministères ainsi que des services, organismes et entreprises intervenant de près ou de loin dans les secteurs précités, les rapports des services provinciaux et les interviews effectuées sur terrain, ...

Aussi, un bon nombre de ces données doit-il être considéré comme des simples ordres de grandeur. Il s'agit particulièrement des données sur la démographie, l'agriculture, l'élevage, ...

Bien que réalisée dans un environnement professionnel très difficile, cette monographie constitue un outil important pour l'élaboration et la mise en place d'un « *Plan de Développement communal* » ; cadre dans lequel devront évoluer les structures tant nationales qu'internationales impliquées dans le développement de façon à intégrer toutes les composantes du milieu en tenant compte des potentialités biophysiques locales et des caractéristiques sociales des populations concernées.

Enfin, le lecteur est prévenu que cette monographie est une œuvre humaine et que le MPDRN attend les suggestions en vue d'apporter des améliorations aux futures éditions qui seront réalisées dans les prochaines années.

# CHAPITRE I : DESCRIPTION PHYSIQUE

## 1.1. SITUATION GEOGRAPHIQUE

La commune de Gihanga est l'une des 5 communes de la province de Bubanza et est située au Sud – Ouest de la dite province. Elle a une superficie estimée à 287,32 km<sup>2</sup> soit 26% de la province (1089km<sup>2</sup>) et 1,02 % du pays (27,834 km<sup>2</sup>).

Elle est délimitée au Nord par les communes Bubanza et Buganda(province de Cibitoke) ; au Nord-Est par la commune Mpanda et au Sud par la commune de Mutimbuzi (Province Bujumbura-Rural).

Le *climat* de cette commune est similaire au climat tropical sec et les précipitations sont trop faibles. Son climat connaît beaucoup de perturbations occasionnant des incidences néfastes sur les activités agricoles et pastorales ayant comme corollaire une mauvaise production en agriculture.

Quant à son *hydrologie*, la commune de Gihanga est traversée par beaucoup de cours d'eau. La rivière de Rusizi est la plus importante dans cette zone, elle sépare la commune Gihanga et la République Démocratique du Congo. Une autre rivière importante est la rivière de Mpanda, c'est cette dernière qui irrigue la plaine qui fait vivre la population de la localité pour la production du riz. D'autres cours d'eau qui causent souvent des dégâts quand elles débordent sont Kajeke, Mudubugu et Ninga.

La Commune Gihanga est située dans la région naturelle de l'Imbo. Cette dernière se caractérise par une altitude moyenne d'environ 1.000m, une *pluviométrie* moyenne annuelle d'environ 900mm, les *températures* moyennes se situant entre 25°C et 28°C.

Les *sols* y sont argileux et alluvionnaires, de fertilité élevée.

La *végétation* est de type savane herbeuse parsemée d'épineux et entrecoupée de galeries forestières. La particularité de la plaine de la Rusizi est la présence d'une palmeraie de type *hyphaenae Banquellentis var-ventriosa* –UMUKO qui occupe densément un millier d'hectares, son extension correspond à la première terrasse de la Rusizi (entre la rivière et la Route Nationale n°5). La *faune* y est pauvre.

## 1.2. ORGANISATION ADMINISTRATIVE

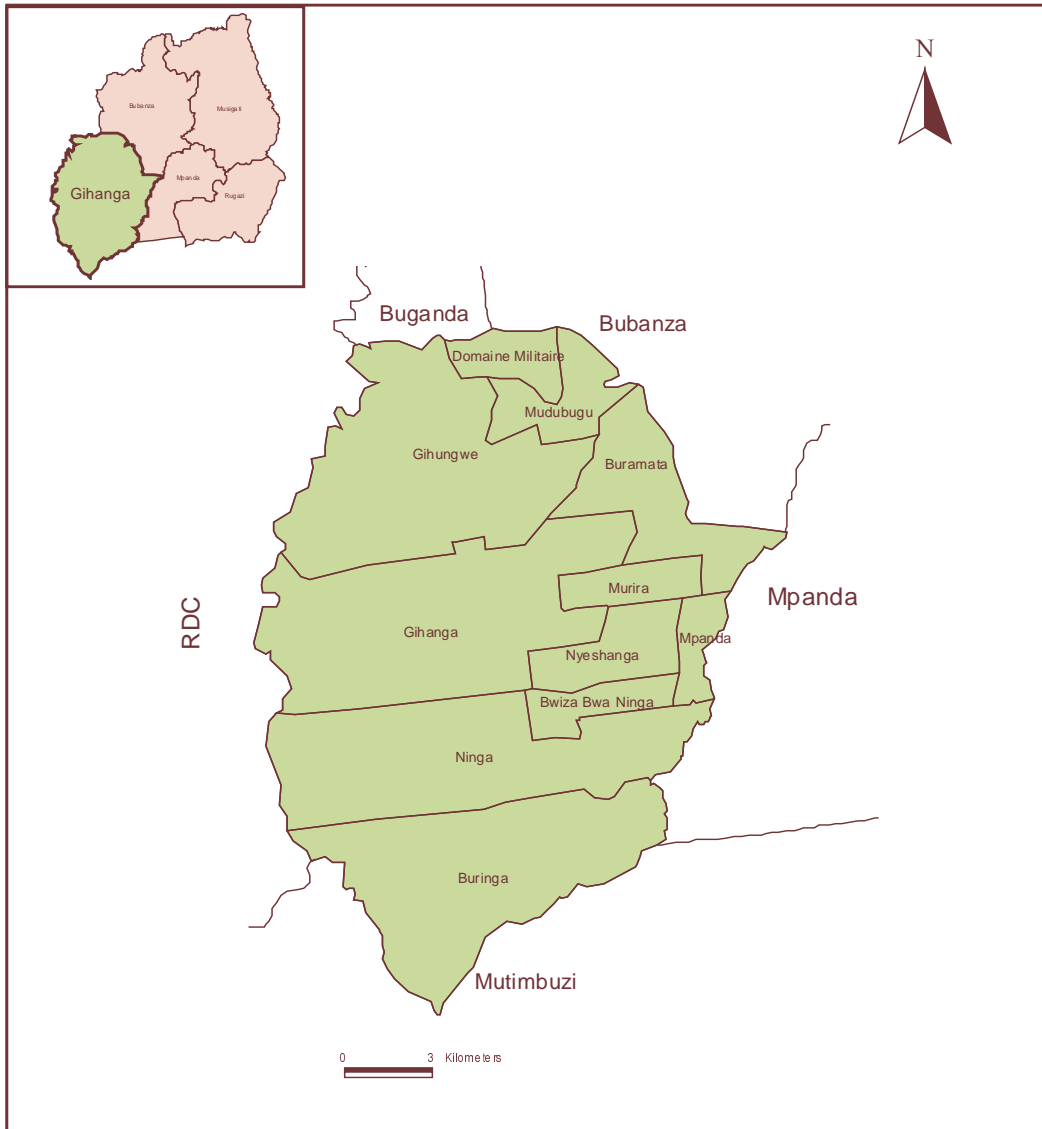
La commune Gihanga est subdivisée en 2 zones administratives ; subdivisées à leur tour en 14 collines réparties comme suit :

Tableau 1.1. Découpage administratif de la commune Gihanga

<b>Zones</b>	<b>Collines de recensement</b>
Gihanga	Buramata Gihanga Gihungwe Kagwema Kizina Murira Ndava-Busongo Rubunga Rumotomoto
Buringa	Buringa Bwiza bwa Ninga Mpanda Ninga Nyeshanga

Source : MININTER / IFES – USAID décembre 2005

Carte 1 : Découpage administratif de la commune



## CHAPITRE II : DEMOGRAPHIE

### 2.1. REPARTITION DE LA POPULATION ET DENSITE

La population totale de la Commune Gihanga est estimée à 50792 habitants (hommes : 26345 soit 51.87% et femmes : 24447 soit 48.13% répartie sur une superficie totale de 287,32 km<sup>2</sup>.

- La densité de la Commune Gihanga est de 177 hab/km<sup>2</sup>
- La densité de la Province est de 323 hab/km<sup>2</sup>
- La densité nationale est de 259 hab/km<sup>2</sup>.

La densité de la commune Gihanga est inférieure à la densité nationale et à la densité provinciale.

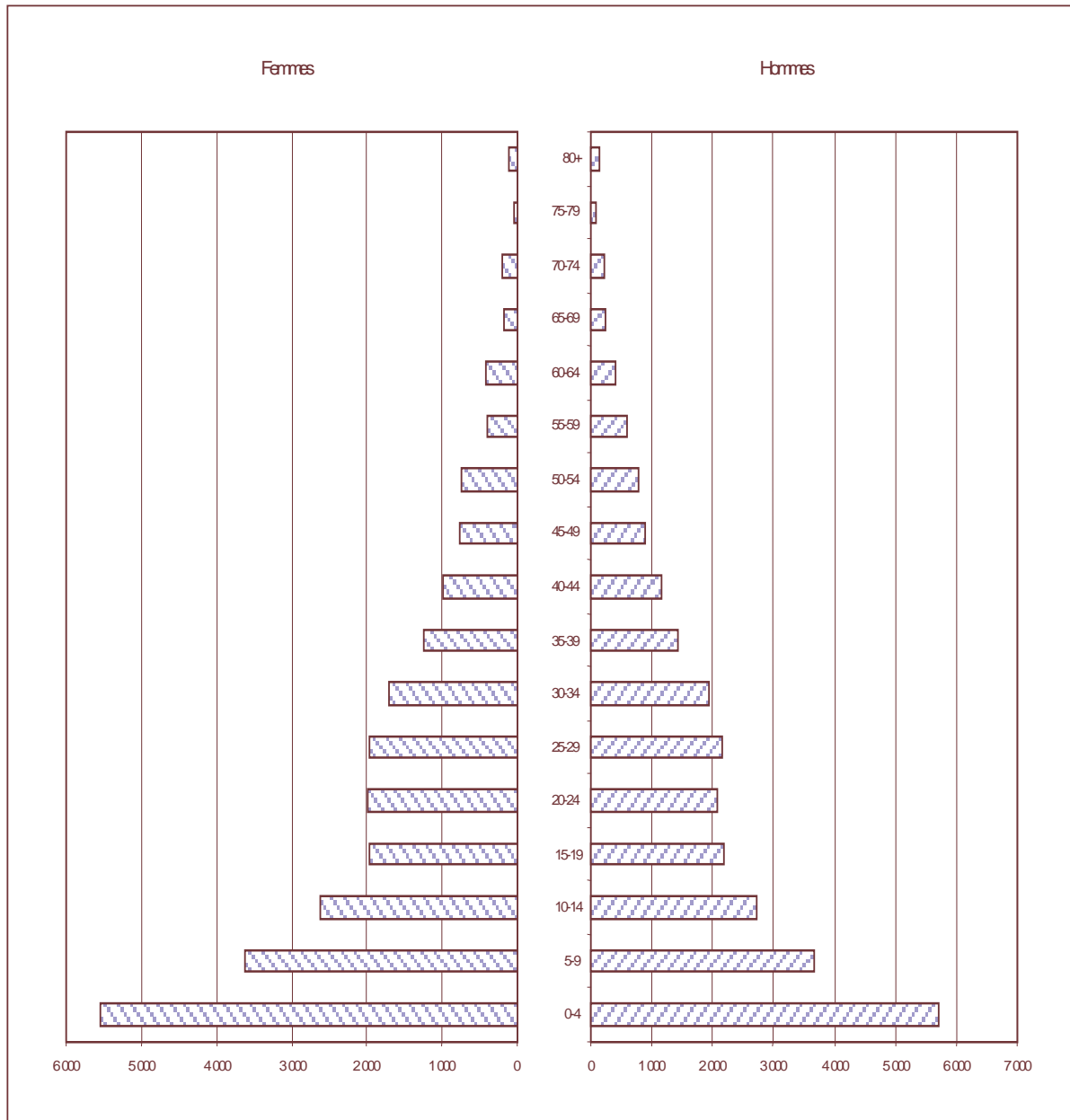
Tableau 2.1. Population par tranches d'âges et par sexe de la commune Gihanga (2005)

Groupes d'âges	sexe		
	Hommes	Femmes	Total
0-4	5.717	5.531	<b>11.248</b>
5-9	3.664	3.615	<b>7.279</b>
10-14	2.731	2.627	<b>5.358</b>
15-19	2.180	1.972	<b>4.152</b>
20-24	2.069	1.990	<b>4.059</b>
25-29	2.142	1.956	<b>4.098</b>
30-34	1.926	1.703	<b>3.629</b>
35-39	1.438	1.233	<b>2.671</b>
40-44	1.151	991	<b>2.142</b>
45-49	879	760	<b>1.639</b>
50-54	788	734	<b>1.522</b>
55-59	593	394	<b>987</b>
60-64	409	408	<b>817</b>
65-69	239	176	<b>415</b>
70-74	207	206	<b>413</b>
75-79	88	49	<b>137</b>
80+	124	102	<b>226</b>
<b>Total</b>	<b>26.345</b>	<b>24.447</b>	<b>50.792</b>

Source : MININTER, Département de la Population.

La population de la commune Gihanga est très jeune. En effet, la tranche d'âges allant de 0 à 24 représente 63% de la population totale de la commune. Cependant, la pyramide des âges présente une base très large.

Pyramide des âges de la population de la commune Gihanga en 2005



## **2.2. EVOLUTION DE LA POPULATION**

En 2005, la population de la commune est estimée à 50.792 habitants. Les projections sur l'évolution de la population de la commune indiquent que la population de la commune Gihanga sera d'environ 59780 habitants, soit une croissance de 17.8 %.

Tableau 2.2: Projection de l'évolution de la population

<b>Années</b>	<b>2003</b>	<b>2004</b>	<b>2005</b>	<b>2006</b>	<b>2007</b>	<b>2008</b>	<b>2009</b>	<b>2010</b>
<b>Communes</b>								
1. Bubanza	89.074	92.040	95.105	98.272	101.545	104.926	108.420	112.030
2. Gihanga	47.570	49.113	50.792	52.438	54.184	55.889	57.853	59.780
3. Mpanda	48.697	50.319	51.994	53.726	55.515	57.363	59.274	59.274
4. Musigati	85.894	88.754	91.710	94.764	97.919	101.180	104.549	108.031
5. Rugazi	58.291	60.232	62.238	64.310	66.452	68.665	70.951	73.314
<b>Total province</b>	<b>329.526</b>	<b>340.499</b>	<b>351.836</b>	<b>363.554</b>	<b>375.660</b>	<b>388.170</b>	<b>401.096</b>	<b>414.452</b>

Source : Département de la population



## CHAPITRE III. AGRICULTURE

Toutes les activités agricoles sont pratiquées par les paysans selon les méthodes traditionnelles, non améliorées et caractérisées par l’emblavement de petites superficies ( $\pm 35$  ares), l’utilisation d’outils rudimentaires, la carence chronologique en intrants améliorés et par l’utilisation d’une main d’œuvre essentiellement familiale. Il en résulte des rendements généralement faibles ainsi qu’une production qui génère peu de revenus.

Les spéculations agricoles sont regroupées en cultures vivrières, industrielles, maraîchères et fruitières.

### 3.1. SPECULATION AGRICOLE

#### 3.1.1. Cultures vivrières

Selon la DPAE/Bubanza, les principales cultures vivrières de la commune sont : le haricot, le riz, manioc, bananier, maïs, patate douce.

D’autres cultures vivrières sont également exploitées à Gihanga, mais à faible échelle. Il s’agit de la courge, de l’arachide, du colocase, niébé, sorgho. La faiblesse de leur niveau de production ne nécessite pas encore une analyse approfondie dans le cadre d’une stratégie pour la sécurité alimentaire.

La pratique culturale est de type traditionnel avec la prédominance de culture en association.

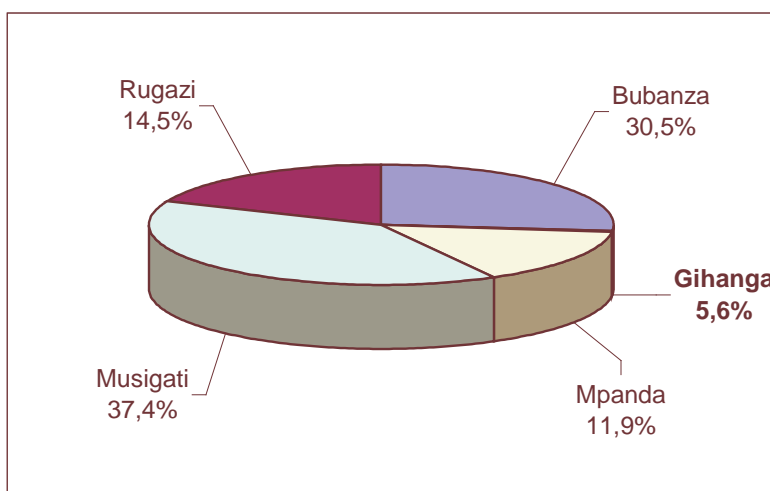
Tableau 3.1 : Production moyenne des cultures par commune (2001-2005)/Tonnes

Commune	Banane	Haricot	Maïs	Manioc	Patate douce	Pomme de terre	Riz	Production moyenne annuelle
Bubanza	58.149	19.637	2.094	41.647	6.423	0	6.103	134.053
Gihanga	91	121	1.200	1.130	4451	0	17.667	24.660
Mpanda	32644	216	1.075	10.092	683	0	7809	52.519
Musigati	85778	19.035	1.580	56.647	307	1152	25	164524
Rugazi	40.477	11.660	1.026	9.411	629	300	258	63.761
<b>Province</b>	<b>217.139</b>	<b>50.669</b>	<b>6.975</b>	<b>118.927</b>	<b>12493</b>	<b>1452</b>	<b>31862</b>	<b>439517</b>
Proportion	49,4	11,5	1,6	27	3	0,3	7,2	100
Classement	1e	3e	6e	2e	5e	7e	4e	

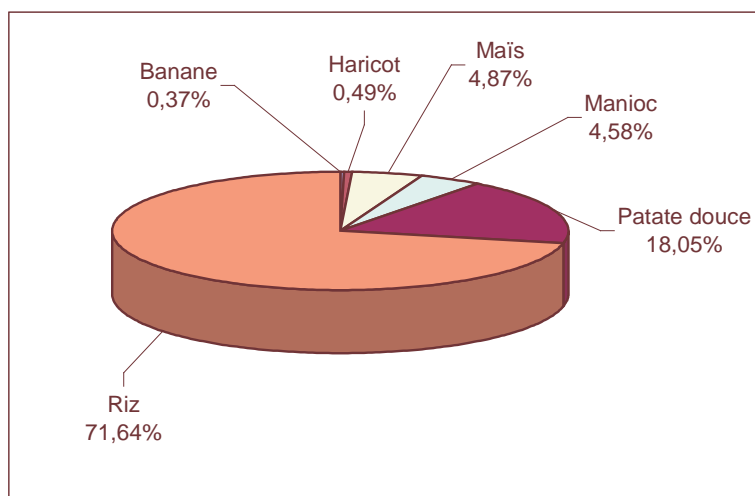
Source : DPAE Bubanza

Concernant la production relative des vivriers, la commune de Gihanga a produit, en 5 ans, une moyenne de 24660 tonnes, soit 5,6% de la production de toute la province sur la même période (439517 tonnes). Gihanga est ainsi la dernière commune productrice des vivriers dans la province.

Graphique 1 : Productions des cultures vivrières de la commune Gihanga comparées aux productions des autres communes en %



Graphique 2 : Importance relative des cultures vivrières par rapport à la production globale de la commune



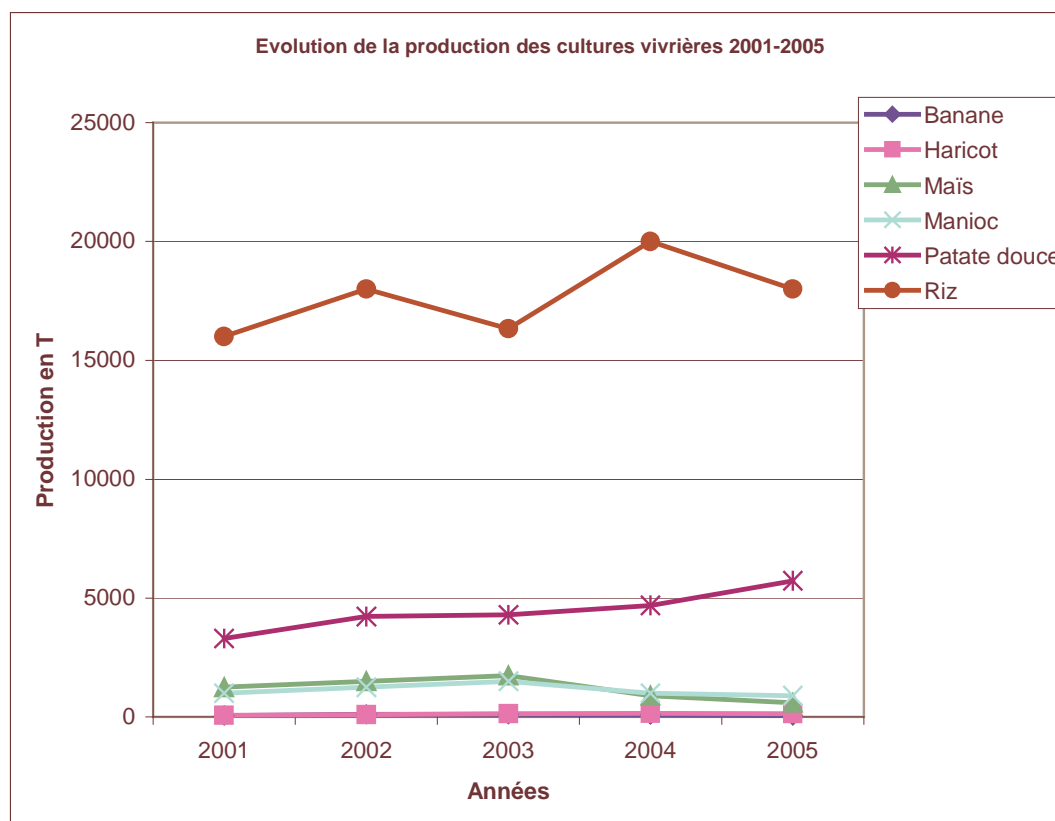
En considérant le volume de production de chaque vivrier, le riz vient largement en tête avec 71,6% de la production totale, suit la patate douce avec 18 %, le maïs est 3<sup>e</sup> avec 4,9%, le manioc est 4<sup>e</sup> avec 2,2% du volume total de la production chacun, le haricot et la banane sont respectivement 5<sup>e</sup> et 6<sup>e</sup> avec 0,5% et 0,4% de la production totale des vivriers de la commune.

Tableau 3.2 : Evolution de la production des cultures vivrières de 2001 à 2005 en Tonnes

Culture	2001	2002	2003	2004	2005	Total	Prod Moy	Proportion (%)	Classement
Banane	60	115	120	100	60	455	91	0.4	6 <sup>e</sup>
Haricot	70	105	140	150	140	605	121	0.5	5 <sup>e</sup>
Maïs	1.250	1.500	1.750	900	600	6.000	1.200	4.9	3 <sup>e</sup>
Manioc	1.000	1.250	1.500	1.000	900	5.650	1.130	4.6	4 <sup>e</sup>
Patate douce	3300	4225	4300	4700	5732	22.257	4451.4	18	2 <sup>e</sup>
Riz	16.000	18.000	16.333	20.000	18.000	88.333	1.7667	71.6	1 <sup>e</sup>
<b>Prod totale annuelle</b>	<b>21.680</b>	<b>25.195</b>	<b>24.143</b>	<b>26.850</b>	<b>25.432</b>	<b>123.300</b>	<b>24.660.4</b>	<b>100</b>	

Source : DPAE Bubanza.

Graphique 3: Evolution des productions moyennes des cultures vivrières de la commune Gihanga (2001-2005)



### a) **Riz**

La Riziculture irriguée est pratiquée dans la plaine de l'Imbo sur une superficie de 1695.75 Ha. Cette culture est encadrée par la Société Régionale de Développement de l'Imbo (SRDI) qui s'occupe de la riziculture irriguée dans toute la plaine sur une superficie de 4029 ha. De 2001 à 2005, la SRDI a collecté, comme production venant seulement de la commune Gihanga une quantité moyenne estimée à 17667 Tonnes de riz paddy par an.

A cette quantité il faut ajouter les quantités gardées dans les ménages pour l'autoconsommation et celles vendues sur le marché parallèle.

Cette céréale est pratiquement la seule produite dans la commune avec une production de plus de 71 % alors qu'aucune autre (à part la patate douce) n'atteint 5%.

Dans la province, la commune Gihanga occupe la première place avec 55.5% de la production totale du riz de toute la province.

Sur la période, la production a évolué en dent de scie, surtout suite aux perturbations climatiques.

La SRD Imbo s'occupe de toute la chaîne, de la production à la commercialisation du riz: encadrement des riziculteurs, collecte du paddy, usinage et commercialisation.

Le riz rentre dans l'alimentation de base de la population de la Commune.

### b) **Maïs**

Il est souvent cultivé en association avec le haricot, le manioc et l'arachide. Il constitue un aliment de base pour la population et il est consommé sous forme de pâte de maïs, de fruit, épis frais bouilli ou grillé. La production moyenne des 5 dernières années est de 1200 tonnes par an et se classe 3<sup>ème</sup> parmi les cultures vivrières de la Commune avec 4.9% de la production totale des vivriers dans la commune. La commune Gihanga occupe la 3<sup>e</sup> place dans la production provinciale du maïs (6975) avec 17.2% de la production provinciale après Bubanza et Musigati.

La production de maïs a connu une légère augmentation de 40% de 2001 à 2003 avant de connaître une chute de 66% de 2003 à 2005 en raison des sécheresses prolongées qui ont frappé la commune durant cette période.

### c) **Manioc**

Le manioc constitue un des aliments de base de la population. Il est cultivé dans toute la province de Bubanza et bien sur dans toutes les collines de la commune Gihanga.

La plus grande partie de sa production est auto-consommée par les producteurs sous forme de pâte (bugali), avec le haricot, les feuilles de manioc (isombe) et le poisson (Ndagala, Mukeke). Une autre partie de la production est vendue sur les marchés locaux et à Bujumbura. Cependant cette culture tend à disparaître suite à l'attaque de la maladie dénommée Cassava Mosaic Disease (CMD) ou Mosaïque, une maladie virale qui attaque les feuilles en perturbant le processus de la photosynthèse.

Sa production moyenne de 2001 à 2005 est évaluée à 5650 tonnes soit une production moyenne 1130 tonnes l'an. Le manioc vient en 4<sup>e</sup> position des cultures vivrières cultivées dans la Commune avec 4.6% de la production totale des vivriers dans la commune. Si l'on considère la production de la province, la commune vient en dernière position dans la production du manioc avec une production inférieure à 1% de la production provinciale (118927 tonnes).

La production de manioc a connu une évolution de 50 % de 2001 à 2003 avant de connaître une baisse de 40% de 2003 à 2005 suite à l'attaque de la Mosaïque et à la sécheresse prolongée qui ont frappé la plaine de l'Imbo. La baisse de la production engendre une montée exorbitante du prix de manioc et de la farine. Pour palier au problème d'attaque de la mosaïque, on compte diffuser des boutures de manioc résistant multipliées par les Centres de l'ISABU.

#### d) **Patate douce**

Elle est utilisée comme aliment de soudure entre les récoltes des saisons B et A de l'année suivante. Elle est cultivée dans les périmètres irrigués après la récolte de la saison B. Elle ne compte pas parmi les aliments de base. Cette culture est peu exigeant au point de vu du climat, du sol et de l'entretien. Elle est appréciée par les agriculteurs pour la facilité de sa culture et la durée relativement courte de son cycle végétatif mais aussi en raison du déficit hydrique que connaît la région.

La production moyenne de 2001 à 2005 est de 4451.4 tonnes/an de la production totale des vivriers de la commune (18%) et elle vient en 2<sup>ème</sup> position du classement des cultures vivrières de la Commune. Elle est préparée bouillie avec le haricot, cuites sous la cendre et même parfois mangées crues.

Dans toute la province, la commune vient en 2<sup>e</sup> position après Bubanza avec une production de 4451 tonnes contre 12493 tonnes produites dans toute la province, soit 35.6% de la production provinciale de patate douce.

La production de patate douce a connu une augmentation régulière de 2001 à 2005. Elle est passée de 3300 tonnes en 2001 à 5732 tonnes en 2005, soit une augmentation de 73.7%. La rareté des pluies et la prépondérance des maladies des plantes ayant entraîné une forte diminution des productions des autres cultures, la patate douce est apparue comme une culture de substitution, surtout du manioc et de la banane, mieux indiquée en raison de son cycle végétatif court et de sa résistance au déficit hydrique.

e) **Haricot**

Le haricot constitue l'aliment de base de la population de la Commune. Cette légumineuse est consommée dans la quasi totalité des ménages comme source de protéines. Il est toujours accompagné par d'autres aliments comme le manioc, patate douce et le riz. Sa production moyenne durant les 5 dernières années est de 121 tonnes/an. Il se classe 5<sup>ème</sup> parmi les différentes cultures vivrières de la Commune avec 0.5% de la production totale des vivriers. Dans la province, la commune occupe la dernière position avec 0.2% de la production provinciale du haricot.

f) **Banane**

La production moyenne de la banane est estimée à 91 tonnes par an de 2001 à 2005 et elle se classe en dernière position parmi les cultures vivrières pratiquées dans la Commune avec 0.4% de la production totale des vivriers et en dernière position dans la province avec 0.03% de la production provinciale de la banane. Elle est consommée bouillie, grillée ou frite.

**3.1.2. Cultures Industrielles**

La seule culture industrielle pratiquée et dont sa pratique bénéficie de l'encadrement de la COGERCO dans la Commune Gihanga est le cotonnier. L'on rencontre également dans la commune les cultures de canne à sucre, tabac et de tournesol.

*Le cotonnier* : Dans la province de Bubanza, le cotonnier n'est cultivé que dans la commune de Gihanga sur une superficie qui est passée de 282 ha en 2002 à 876 ha en 2005. La crise ayant entraîné l'abandon de beaucoup de champs cotonniers, le retour de la sécurité a permis une reconquête progressive qui était auparavant abandonnés. L'évolution de la production a suivi l'évolution des superficies et est passée de 226 tonnes en 2002 à 835 tonnes en 2005. La province vient en 3<sup>e</sup> lieu dans la production du coton après les provinces de Cibitoke et

Bujumbura rural avec une production moyenne annuelle de 570 tonnes, soit 14% de la production nationale.

La COGERCO assure l'encadrement des cultivateurs, l'achat du coton-graine produit et la commercialisation du coton fibre et autres sous produits.

Tableau 3.3 : Evolution de la production et des superficies de 2002 à 2005

Années	2002	2003	2004	2005
Superficie en ha	282	402	814	876
Production de cerises en T	226	334	885	835

Source : COGERCO

*La canne à sucre, le tabac et le tournesol* sont produits en quantités négligeables comme illustrée dans le tableau ci-dessous. Il n'y a ni dans la commune, ni dans la province aucune structure d'encadrement de ces cultures.

Tableau 3.4 : Evolution de la production de la canne à sucre, du tabac et du tournesol de 2003 à 2005 dans la Commune Gihanga

Cultures	Production 2003	Production 2004	Production 2005	Production totale	Production moyenne
Canne à sucre	4	3	2	9	3
Tabac	8	6	3	17	6
Tournesol	2	1.5	1	4.5	1.5
Total production	<b>14</b>	<b>10.5</b>	<b>6</b>	<b>30.5</b>	<b>10.5</b>

Source : Agronome communal

### 3.1.3 : Cultures Maraîchères

Dans la Commune Gihanga, on trouve principalement les amarantes (Lenga Lenga), choux blancs, tomate, oignon, aubergine, concombres, poivrons, poireaux, ...comme cultures maraîchères. Leur production est faible

### 3.1.4 : Cultures Fruitières

Les principales cultures fruitières de la commune sont les orangers, les mandariniers, les citronniers, les avocatiers, les papayers et les manguiers.

Tableau 3.5 : Situation des cultures fruitières de 2003 à 2005 dans la Commune Gihanga

<b>Cultures</b>	<b>Production 2003</b>	<b>Production 2004</b>	<b>Production 2005</b>	<b>Production totale</b>	<b>Production moyenne</b>
Orangers	5	4	4	13	4
Mandariniers	4	3	2	9	3
Citronniers	6	5	4	15	5
Avocatiers	7	7	7	21	7
Papayers	5	5	4	14	5
Manguiers	5	5	5	15	5
<b>Total production</b>	<b>32</b>	<b>29</b>	<b>26</b>	<b>87</b>	<b>29</b>

Source : DPAE Bubanza.

L'analyse du tableau montre que la commune a produit en moyenne sur les 3 années 29 tonnes de fruitiers par an. Les quantités produites restent minimales sur les 3 ans.

La plupart des ménages possèdent des fruitiers vieux d'où le renouvellement par des plants nouveaux est nécessaire.

### **3.2. FACTEURS DE PRODUCTION**

Les facteurs de production sont essentiellement la terre, la main-d'œuvre et les intrants agricoles (semences, fertilisants, pesticides ou produits phytosanitaires), mais aussi l'encadrement technique des agriculteurs et le financement des activités agricoles (crédit).

#### **3.2.1 : Disponibilité des terres**

En commune Gihanga, la plupart des exploitations agricoles relève des paysannats. Dans ses derniers, selon le code foncier burundais, les exploitations agricoles restent propriété de l'Etat. Aussi, une superficie de plus ou moins 240 ares a été prêtée aux premiers occupants de la région (vers les années 1965). Depuis, des familles s'y sont constituées et s'y sont multipliées, exploitant toujours les 240 ares. Aujourd'hui, le problème d'atomisation des



terres est un véritable problème dans la commune. Excepté le périmètre irrigué de la SRD Imbo, la grande partie des marais de la commune n'est pas aménagée.

Tableau 3.7. Situation des marais de la commune Gihanga en 2005

Nom du Marais	Superficie total (ha)	superficie aménageable (ha)	Superficie aménagée
Kajeke-Rukoko	900	500	250
Murera-Mpanda	350	200	150
Kajeke- Kinywanuma	300	250	200
	<b>1550</b>	<b>950</b>	<b>600</b>

Source : DPAE Bubanza.

### **3.2.2 : La main-d'œuvre**

On distingue deux catégories de main-d'œuvre : la main-d'œuvre familiale et la main-d'œuvre salariée (rémunérée). Elle varie donc selon le mode d'exploitation. La main-d'œuvre la plus usitée est la main-d'œuvre familiale ; les jeunes enfants gardent les troupeaux, protègent les semailles et contrôlent les déperditions d'oiseaux. L'homme s'occupe des travaux durs : défrichage, construction et entretien de l'habitation et du troupeau. La femme laboure, sème, sarcle et récolte.

Le second mode d'exploitation est la main-d'œuvre salariée. Celui-ci est temporaire et se pratique au moment des calendriers culturels chargés : Labours, sarclages et récoltes. La main-d'œuvre salariée est de grand usage dans la riziculture.

### **3.2.3 : Intrants Agricoles**

#### **3.2.3.1 : Les Semences et boutures**

Les besoins en semences et boutures de la Commune demeurent toujours insatisfaits. Les semences et boutures améliorées font défaut. Les agriculteurs recourent aux semences traditionnelles et souvent dégénérées. Cette difficulté est généralement due à des difficultés d'ordre financier et de fonctionnement que connaît la DPAE et au manque de structures d'appui pour la multiplication et la distribution des semences. Les centres semenciers qui jadis palliaient à ces problèmes ne sont plus fonctionnels, d'où manque de semences de qualité.

### 3.2.3.2 : Engrais et produits phytosanitaires

Les besoins en intrants agricoles sont réels parce que la fertilité des sols se dégrade continuellement. Les raisons sont multiples : les perturbations climatiques laissent les champs nus diminuant les récoltes escomptées et les maladies et ravageurs sont innombrables. Ces intrants sont quasi absents suite au manque de moyens financiers de la DPAE mais aussi des populations elles mêmes pour s'en procurer.

L'usage des engrais et produits phytosanitaires n'est pas répandu dans la commune, exceptées les cultures de riz et de coton qui bénéficient des appuis de la SRDI et de la COGERCO.

### 3.2.4. : Encadrement technique (vulgarisation agricole)

Toute la Commune ne dispose que d'un seul Technicien Agronome Communal. Les assistants collinaires n'existent plus (Moniteurs Agricoles). L'unique Agronome ne bénéficie pas de formation suffisante en techniques d'encadrement, les moyens matériels manquent (papiers..) et les moyens de déplacement pour parcourir toute la Commune ne sont pas disponibles.

### 3.2.5. : Financement des activités agricoles

L'unique institution de micro finance présente dans la commune (COOPEC) n'accorde pas de crédits aux agriculteurs, ces derniers ne présentent aucune garantie contrairement aux fonctionnaires qui en sont les bénéficiaires privilégiés et aux commerçants. Le secteur agricole étant trop risquant.

Quant aux agriculteurs, ils comptent soit sur leur propre moyens soit ils subissent l'usure des commerçants qui leur prêtent de l'argent à des taux exorbitant.

### 3.2.6. Infrastructures Agricoles

*Infrastructures de transformation* : les infrastructures de transformation des produits agricoles qui existent dans la commune sont uniquement les moulins et les décortiqueuses. Il y a un besoin de diversification (tomate, aliment concentrés pour bétail, ...) et de multiplication desdites infrastructures.

*Infrastructures de stockage* : il existe deux magasins de stockage dans la commune pour la DPAE, 6 pour la SRDI et 3 pour les privés. Le besoin en infrastructures de stockage est fortement ressenti.

*Infrastructures d'irrigation* : il existe un réseau d'irrigation pour la riziculture entretenu par la SRD Imbo. D'autres périmètres ont besoin d'être irrigués pour pallier surtout au problème de déficit hydrique que connaît la région. Un réseau dense de rivières traverse la région et cela constitue un atout pour le faire.

### **3.3. CONTRAINTES, POTENTIALITES ET ACTIONS A MENER.**

#### **3.3.1. Contraintes**

La commune connaît périodiquement des aléas climatiques. Tantôt ce sont les inondations, tantôt c'est la sécheresse, tantôt ce sont les maladies et ravageurs de plantes qui détruisent les cultures.

La disponibilité des semences de qualité, des intrants, produits phytosanitaires et autres intrants constitue aussi une entrave à l'amélioration des rendements agricoles. L'autre problème est celui de l'insuffisance d'encadreurs agricoles à la base, d'intrants et matériels agricoles, de moyens de travail de l'agronome communal, ...

#### **3.3.2. Potentialités**

Les sols dans la commune sont très fertiles. Le relief et l'hydrographie de la commune constituent de forts atouts sur lesquels il faut s'appuyer pour résoudre les problèmes de déficit hydrique chroniques que connaît la région et augmenter ainsi la production.

#### **3.3.3. Actions à mener**

Existence de plusieurs périmètres qu'il faudrait aménager pour l'irrigation. Il faut aussi réengager les encadreurs agricoles à la base, leurs doter des moyens de travail, il faut aussi disponibiliser les intrants agricoles.

## CHAPITRE IV : ELEVAGE

Après la crise, l'élevage est en train de reprendre avec un repeuplement spontané du cheptel par la population. L'élevage reste une affaire de prestige conférant un certain rang social ; son rôle économique est faible.

L'élevage pratiqué dans la commune est du type traditionnel et constitué des bovins, caprins, ovins et de la gallinacé.

La grande majorité des animaux présents dans les collines de Gihanga sont de la race locale « Ankole » pour les bovins. Ces animaux bénéficient rarement de soins de santé de base ni d'un supplément alimentaire.

Toutefois, 3 éleveurs de la commune ont bénéficié de 3 géniteurs bovins de race améliorée distribués par la FAO via la DPAE qu'ils élèvent d'une manière intensive.

### 4.1. SITUATION DES EFFECTIFS DU CHEPTEL

Tableau 4.1 : Situation du cheptel en Province Bubanza (2005)

Commune	Bovins	Ovins	Caprins	Porcins	Gallinacés	Total
Bubanza	1.414	590	24.967	9.615	16.042	52.628
Gihanga	18.837	447	11.663	1.150	7.111	39.208
Mpanda	490	49	8.811	965	26.561	36.876
Musigati	592	1.056	8.426	2.474	8.450	20.998
Rugazi	426	77	2.687	860	3.885	7.935
<b>Province</b>	<b>21.759</b>	<b>2.219</b>	<b>56.554</b>	<b>15.064</b>	<b>62.049</b>	<b>157.645</b>

Source : DPAE Bubanza

Le tableau montre que la commune Gihanga enregistre en 2005 39.208 têtes de bétail sur 157.645 têtes que comptent toute la province, soit 24.9%. Ainsi la commune occupe la 2<sup>e</sup> place en terme de l'importance numérique du cheptel.

Elle vient en tête pour les bovins avec 18.837 unités, soit 86.6% de tous les bovins de la province.

Elle est 2<sup>e</sup> pour les caprins avec 11.663 têtes, soit 20.6% des caprins de toute la province.

Elle occupe la 3<sup>e</sup> place pour les ovins après Musigati et Bubanza avec 447 têtes, soit 20.1% de tous les ovins de la province. Elle est également 3<sup>e</sup> pour les porcins après Bubanza et Musigati avec 1.150 têtes, soit 7.6%.

Elle est 4<sup>e</sup> pour les gallinacés avant Rugazi avec 7.111 têtes, soit 11.5% de tous les volailles de la province.

Graphique 4 : Importance numérique des espèces animales comparées par commune en %

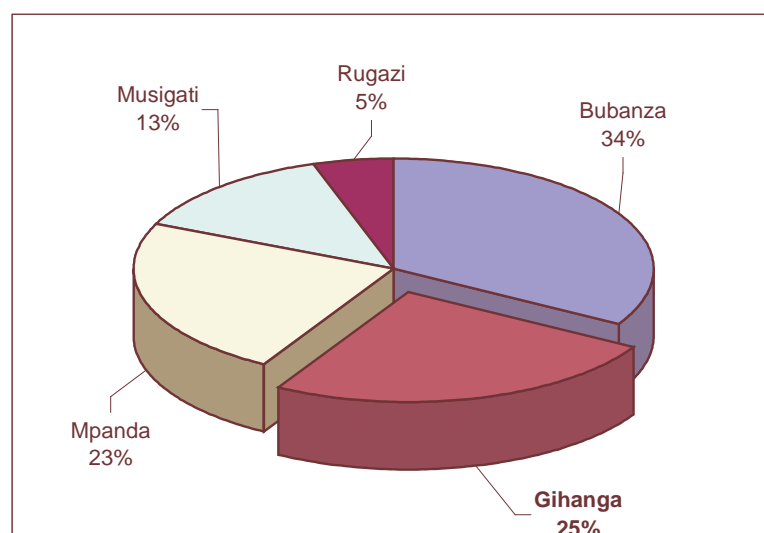


Tableau 4.2 : Evolution des espèces animales de 2001 à 2005 dans la commune

Espèces	2001	2002	2003	2004	2005	Augmentation	Prop. (%)	Classement (2005)
Bovins	15.340	16.996	18.125	19.459	18.837	3.497	22,8	1 <sup>e</sup>
Ovins	200	256	257	373	447	247	123,5	5 <sup>e</sup>
Caprins	4.747	4.821	5.433	8.205	11.663	6.916	145,7	2 <sup>e</sup>
Porcins	562	1.147	553	958	1.150	588	104,6	4 <sup>e</sup>
Gallinacés	8.876	15.062	16.002	22.400	7.111	1.765	19,9	3 <sup>e</sup>
<b>Total</b>	<b>29.725</b>	<b>38.282</b>	<b>40.370</b>	<b>51.395</b>	<b>39.208</b>	<b>9.483</b>	<b>31,9</b>	

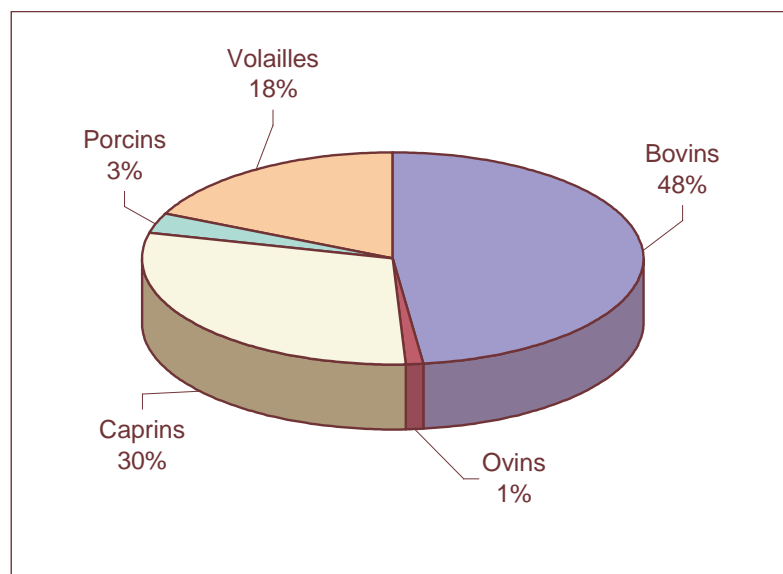
Source : DPAE / Bubanza.

Le tableau montre que de 2001 à 2005, les effectifs du bétail ont accru globalement de 31.9%. Sur les 5 ans, les effectifs caprins ont augmenté de 145.7%, les porcins de 104.6%, les ovins de 123.5%, les bovins de 22.8% et les gallinacés une croissance négative de 19.9%.

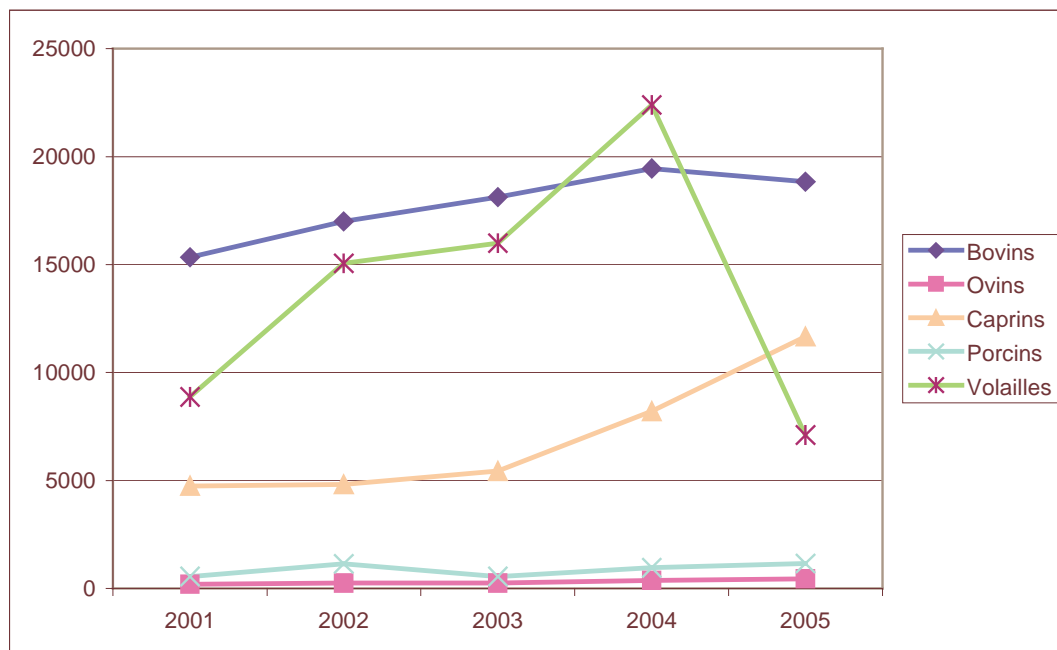
En considérant l'année 2005, l'importance numérique des espèces dans la commune se présente comme suit :

- 1<sup>er</sup> : Bovins : 18.837 têtes, soit 48%
- 2<sup>e</sup> : Caprins avec 11.663 têtes, soit 29.7% ;
- 3<sup>e</sup> : Gallinacés : 7.111 têtes, soit 18%
- 4<sup>e</sup> : Porcins : 1.150 têtes, soit 3%
- 5<sup>e</sup> : Ovins : 447 têtes, soit 1.14%

Graphique 5 : Importance numérique relative des espèces animales dans la commune en %



Graphique 6 : Evolution des effectifs des espèces animales de 2001 à 2005



## **4.2. TYPES D'ELEVAGE ET EFFECTIFS PAR ESPECE**

### **4.2.1 : Elevage de Bovin**

L'élevage du bovin est de type extensif, ce type d'élevage est le plus important de la Commune par son effectif. Les éleveurs alimentent leurs troupeaux essentiellement par le pâturage naturel. Le cheptel bovin compte 18.837 têtes en 2005 race locale et améliorée confondue soit 48 % du cheptel de la Commune.

Dans la province, la commune vient en tête avec 86.6% de tous les bovins de la province.

Pendant les 5 ans, les bovins ont augmenté de 3.497 têtes, soit 22.8%. Cela a été possible grâce au retour de la sécurité qui a permis un repeuplement progressif du cheptel.

### **4.2.2 : Elevage des Caprins**

Ils sont plus rependus dans toutes les collines de la Commune. Ils se nourrissent de l'herbe verte, les restes de cultures, etc.... qu'ils rencontrent sur leur passage. En 2005, son effectif est de 11663 têtes et représentent 29.7% du cheptel de la Commune et occupent ainsi la deuxième place dans le cheptel de la commune. Ils se reproduisent très rapidement. La période de gestation est courte et ils mettent souvent bas des doublées ou triplées.

La commune vient en deuxième position dans la province quant aux effectifs des caprins avec 11.663 unités, soit 20.6% de tous les caprins de la Province.

De 2001 à 2005, les caprins ont augmenté en effectif de 6.916 têtes, soit 145.7% aussi en raison du retour de la sécurité.

### **4.2.3 : Elevage des Ovins**

Les ovins ne sont pas plus rependus dans la Commune Gihanga. Ils accompagnent très souvent les troupeaux de gros bétail aux pâturages. En 2005, il y a dans la commune 447 têtes d'ovins. Ils représentent ainsi 1.14% des effectifs du bétail de la commune, toutes espèces confondues. La commune est 3<sup>e</sup> après Musigati et Bubanza avec 20.1% de tous les ovins de la province.

De 2001 à 2005, les effectifs des ovins ont augmenté de 247 têtes, soit 123.5%.

#### **4.2.4 : Elevage Porcin**

Les porcins sont exploités en système extensif ou en semi-stabulation. Ils sont nourris des sous produits de l'exploitation agricole et des restes de cuisine. Ils se reproduisent très rapidement parce qu'ils mettent bas plusieurs petits porcins en une seule fois.

En 2005, les effectifs porcins s'élèvent à 1.150 têtes, soit 3% des effectifs de la commune toute espèce confondue et occupe ainsi la 4<sup>e</sup> place. Dans la Province, la commune est troisième après Musigati et Bubanza avec 1.150 têtes, soit 7.6% des porcins de toute la province.

De 2001 à 2005, les porcins ont augmenté de 588 en effectif, soit 104.5%.

#### **4.2.5. Elevage des gallinacés**

La race la plus répandue dans les ménages ruraux est la race locale, traditionnelle. Elle est rustique, de petite taille et n'est pas plus productive.

En 2005, l'on comptait dans la commune 7.111 poules. Cet élevage occupe ainsi la 3<sup>e</sup> place dans la commune avec 18% des effectifs du cheptel, toutes espèces confondues.

Dans toute la province, elle occupe le 4<sup>e</sup> rang avant Rugazi avec 11.5% de tous les gallinacés de la province. Sur les 5 ans, les gallinacés ont enregistré une croissance négative de 1765 têtes, soit une diminution de 19.9%.

### **4.3. LA SANTE ANIMALE**

#### **4.3.1. Les principales maladies.**

Le manque des produits vétérinaires, d'équipements adéquats, du personnel qualifié ainsi que l'absence de traitement tant préventif que curatif concourent à l'éclosion des foyers des maladies à travers les élevages de la commune.

Selon le vétérinaire communal, les principales maladies rencontrées dans la commune sont des maladies parasitaires, virales et bactériennes.

##### *a) Les maladies parasitaires.*

Il s'agit plus particulièrement des parasitoses sanguines et des verminoses.

Les parasitoses sanguines sont considérées comme la principale source de la morbidité du bétail. On distingue parmi elles deux groupes :



- Les maladies transmises par les tiques dont la plus redoutable est la Thélériose (East Coast Fever) qui demeure sans traitement efficace, ensuite la Piroplasmose, l'Anaplasmose ainsi que la Cowdriose (Nzerera);
- Les maladies transmises par les insectes piqueurs dont la Trypanosomiase.

Les verminoses sont considérées comme les maladies les plus importantes des ruminants dans cette commune. Il s'agit de l'infestation des animaux par des vers ronds (Ascaridioses, Strongyloses) et des vers plats (Distomatoses) qui affectent toutes les espèces domestiques de la commune. Les jeunes animaux sont les plus affectés et l'effet des verminoses sur leur croissance est manifeste.

*b) Les maladies virales.*

La peste porcine est considérée comme la source principale de la stagnation de l'élevage de porcs dans la commune où, malgré les conditions climatiques favorables, l'introduction de porcs améliorés n'a jamais été expérimentée.

Les petits ruminants développent de temps en temps d'Ecthyma contagieux qui est la seule maladie infectieuse signalée pour ces espèces.

La pathologie de la gallinacé est dominée par la Pseudo-peste aviaire, Newcastle Disease, qui cause de dégâts et pertes importants au sein des élevages ; la vaccination contre ces maladies n'étant plus effectuée. La fièvre aphteuse cause des pertes très importantes surtout chez les jeunes bovins et une chute remarquable de la production laitière.

La tuberculose et la brucellose sont des maladies très rencontrées surtout dans les troupeaux des ruminants. Ces maladies ont des conséquences très néfastes chez l'homme en cas de consommation du lait et/ou de la viande contaminé : avortement, infection à la TBC.

**4.3.2. Modes thérapeutiques et infrastructures zoo-sanitaires.**

Il n'existe pas de *traitement préventif* qui consiste à respecter les règles d'hygiène et sanitaire (suppression des sources d'infestation, hygiène des lieux de stabulation...) et des vaccinations.

Les dipping-tank de Gihungwe, Rukoko et de Butamenwa de même que les couloirs d'aspersion de Gihungwe et Gihanga sont dans un mauvais état et abandonnés.

Concernant le *traitement curatif* qui implique l'achat des médicaments à administrer aux animaux reconnus malades après diagnostic, le centre de santé de Gihanga fonctionne avec des difficultés (problèmes d'approvisionnement en médicaments), celui de Gihungwe n'étant plus fonctionnel suite à la crise. Les produits vétérinaires ne sont pas disponibles, l'on ne compte aucune pharmacie dans la commune.

Le tableau suivant donne la situation des infrastructures zoo-sanitaires :

Tableau 4.3. : Infrastructures zoo-sanitaires

Infrastructures	Nombre total d'infrastructures du type		Nombre d'infrastructures en bon état de fonctionnement		Nombre d'infrastructures fonctionnelles		Motif de non fonctionnalité
	Privés	Publics	Privés	Publics	Privés	Publics	
Centres de santé vétérinaire	0	2	0	1	0	1	Détruit pendant la crise
Dipping tank	0	3	0	0	0	0	''
Sites artisanaux de transformation de miel	1	0	1	0	1	0	

Source : Vétérinaire communal

Les centres de santé vétérinaires sont localisés à Gihanga centre et à Gihungwe. Aujourd'hui, celui de Gihungwe n'est plus fonctionnel, il a été détruit par la crise. Les dipping tank ont été détruit par la crise. L'unité de transformation du miel est gérée par une association de Gihanga, Transversale n°5.

#### **4.4. PRODUITS ET SOUS PRODUITS D'ELEVAGE**

Le produit le plus important de l'élevage dans la commune est la viande. Il arrive toutefois que les bovins et les caprins soient vendus sur pied. Les abattages sont importants au courant de la saison sèche surtout pour les caprins. Les marchés se tiennent les mercredi et les dimanches à Gihanga et les vendredi dans le Village IV. L'abattage des caprins se fait tous les jours aux points de vente des produits BRARUDI et de la bière locale Urwarwa.

Les peaux, le lait et les œufs sont vendus comme sous-produits de l'élevage auprès des commerçants et consommateurs locaux et de Bujumbura.

#### **4.5. INTERVENANTS**

- Les intervenants dans l'élevage : DPAAE qui s'occupe de l'encadrement technique des groupements d'éleveurs dans différentes collines et du suivi de la chaîne de solidarité communautaire (remboursement) des animaux distribués par la FAO ;
- ACF qui distribue les caprins ;
- Personnel : 2 techniciens vétérinaires pour toute la commune.

#### **4.6. CONTRAINTES, POTENTIALITES ET ACTIONS A MENER**

##### 4.6.1. Principales contraintes

- Manque d'intrants d'élevage ;
- Insuffisance de moyens de renforcement des capacités techniques ;
- Insuffisance d'encadreurs (infirmiers vétérinaires);
- Insuffisance de race améliorée pour la quasi-totalité du type d'élevage ;
- Manque de moyens de déplacements pour les encadreurs ;
- Absence de financement pour le développement du secteur ;
- Manque de produits vétérinaires pour lutter contre les maladies.
- L'élevage extensif qui cause des conflits entre éleveurs et agriculteurs
- Manque d'infrastructures vétérinaires : aires d'abattages, couloirs d'aspersions, pharmacies vétérinaires, ...
- Manque de terrain aménagés et réservés à élevage
- Manque de matériel veto technique.
- mauvaise organisation des associations pour la gestion et la commercialisation du miel ;

##### 4.6.2. Potentialités/atouts

- milieu favorable à l'élevage : le climat chaud favorise le développement corporel,
- existence des pâturages naturels riches et diversifiés
- demande croissante en produits d'élevage.

##### 4.6.3. Stratégies/Actions à mener

- Promouvoir l'élevage de petits ruminants à cycles court ;
- Repeuplement du cheptel bovin ;
- Distribution des bovins améliorés ;

- Distribution des intrants et des produits vétérinaires ;
- Recruter des encadreurs collinaires.
- Disponibiliser dans la Rukoko un terrain destiné à l'élevage
- Construire des infrastructures vétérinaires
- Doter les techniciens vétérinaires communaux (2) des moyens de travail
- Réinstaurer le marché du bétail
- Formation du personnel technique et des éleveurs

## **CHAPITRE V : PECHE ET PISCICULTURE**

### **5.1. PECHE**

La pêche se pratique à faible échelle dans les rivières Mpanda et Rusizi ainsi que dans les étangs des 2 rivières. Elle se pratique aussi dans le canal d'évacuation des eaux d'irrigation de Ninga. Il s'agit de la pêche coutumière à la ligne. Les quantités pêchées sont négligeables et les poissons pêchés sont destinés à la consommation familiale.

Les espèces capturées sont le « tilapia » et « insomvyi ».

### **5.2. PISCICULTURE**

Les populations de Gihanga s'intéressent aussi aux activités piscicoles de par le nombre de ses étangs (4) qui sont tous en activités. Cette activité était encadrée par le projet DAPA mais ce dernier a fermé ses portes.

La situation sur les étangs se présentée comme suit :

- Nombre d'étangs : 4
- Localisation : Kizina
- Superficie moyenne d'un étang : 400 m<sup>2</sup>
- Production annuelle : 1600 Kg

Les 4 étangs sont fonctionnels et appartiennent à une association de producteurs.

Le manque d'alevins est un handicap majeur. Les gens doivent se déplacer sur Bujumbura à la recherche des alevins ou chez d'autres propriétaires des étangs et leur coûtent chers. Ces étangs appartiennent à des individus qui ont besoin d'être aidés par l'Etat dans la disponibilisation des alevins et à des prix abordables.

La seule espèce élevée est le Tilapia Nilotica diffusée par le Projet DAPA. L'acquisition des alvins doit être faite au comptant en espèce et ils sont transportés dans des cuves remplies d'eau mais le manque de moyens financiers constitue la difficulté majeure pour les éleveurs.

L'alimentation des poissons est constituée principalement du son de riz, du fourrage vert et des restes de cuisine qui doivent être achetés. L'encadrement de la

pisciculture était avant la crise assuré par le Projet DAPA, lequel a arrêté les activités actuellement.

La production n'est pas du tout suffisante, elle est trop insignifiante d'où le prix du poisson est toujours plus élevé à Gihanga.

### **5.3. CONTRAINTES, POTENTIALITES ET ACTIONS A MENER**

#### 5.3.1. Principales contraintes

- aménagement des étangs non conforme aux normes techniques ;
- méconnaissance de la gestion et des pratiques piscicoles ;
- absence d'une structure d'encadrement technique ;
- manque de financement.
- manque d'alevins

#### 5.3.2. Potentialités

- L'eau pour le remplissage des étangs est disponible (rivière),
- Les aliments pour poisson sont disponibles,
- La demande croissante en poisson (habitude alimentaire de la population de l'Imbo)

#### 5.3.3. Stratégies/ Actions à mener

- Installer des centres de formation en matière de pisciculture pour les encadreurs et autres agents de vulgarisation ;
- Installer des centres de production d'alevins de bonne qualité ;
- Planter d'autres étangs piscicoles dans la commune.

## CHAPITRE VI. FORETS

### 6.1. GENERALITES

L'inventaire des boisements de la commune Gihanga montre que la seule forêt naturelle (Rukoko) qui existe est en voie de disparition ; la population compte toujours sur ces boisements pour le bois de chauffe. Chaque année, les feux de brousse font de ravages. Le Ministère de l'environnement et l'Administration y attribuent des terrains. L'essence prédominante est l'hyphaenae Banquellentis var-ventriosa –UMUKO. On y rencontre également plusieurs variétés d'acacia : albida, nilotica, sénégal, sortilis, avriculu formis, mangium.

Selon l'agronome forestier de la commune, la réserve naturel de la Rukoko couvre 4000 ha tandis que les boisements artificiels, constitués essentiellement d'eucalyptus, couvrent plus ou moins 53 ha dont 20 ha appartenant à la paroisse catholique de Gihanga, le reste appartient à la commune. Les efforts de reboisement ont produit 45420 plants en 2005 qui ont été distribués gratuitement par le projet HR & MLC. Notons que les boisements artificiels ont été incendiés pendant la guerre.

### 6.2. BOISEMENTS NATURELS ET ARTIFICIELS

Tableau 6.2.1 : Inventaire des boisements naturels

<b>Commune</b>	<b>Localisation du boisement</b>	<b>Superficie en ha</b>	<b>Types d'essences prédominants</b>
Gihanga	Rukoko	4.000	Ephaenae
			Acacia albida
			Acacia nilotica
			Acacia Sénégal
			Acacia sortilis
			Acacia avriculu formis
			Acacia mangium

Source : Agronome forestier/Commune Gihanga

Tableau 6.2.2 : Inventaire des boisements artificiels

Commune	Colline	Types d'essences	Superficie en ha	Propriétaire du boisement			
				Etat (Domanial)	Commune	Privé	Collectivité
	Buringa	Eucalyptus	5	-	x	-	-
	Gihanga centre	Eucalyptus	20	-	-	x	-
	Gihungwe	Eucalyptus	10	-	x	-	-
	Muyange	Eucalyptus	18	-	x	-	-

Source : Agronome forestier/Commune Gihanga

Le tableau ci-dessus illustre la situation des boisements artificiels de la Commune. Les boisements artificiels dans la Commune appartiennent à la Commune et à la paroisse catholique. L'espèce prédominante est l'eucalyptus.

### **6.3. TRANSFORMATION DES PRODUITS FORESTIERS**

Tableau 6.3.1 : Transformation des produits forestiers

Commune	Unités de transformation	Localisation	Nombre
Gihanga	Scieries artisanales	Village III	4
	Menuiseries	ETM Gihanga	1
	Fabrication de charbon	Tous les villages	DND

Source : Agronome forestier communal

Les unités de transformation qu'on rencontre dans la commune sont des scieries artisanales, des menuiseries et des fabriques de charbon de bois. Le gros de la production est vendu à Gihanga mais il y a une quantité qui est écoulée à Bujumbura.



#### **6.4. PRODUCTION DE PLANTS FORESTIERS**

La production des plants forestiers est assurée grâce au concours de quelques projets dont le CRE et le projet Habitat Rural et Matériaux Locaux de construction de la Coopération Technique Belge. Au cours des 3 dernières années, l'on a produit dans la commune Gihanga 66 000 plants en 2003, 57 300 plants en 2004 et 45 420 plants en 2005.

#### **6.5. L'AGROFORESTERIE DANS LA COMMUNE GIHANGA**

L'agroforesterie est pratiquée dans la commune. Elle fournit à la population des fruits pour l'alimentation (manguiers, orangers, agrumes) et lui procure de l'énergie (bois de chauffe, charbon). Elle fournit également du fourrage pour le bétail (leucaena) et des produits de tuteurages pour les cultures. L'agroforesterie fournit également du bois d'œuvre pour la construction (Grevillea et maesopsis) et l'artisanat (Maesopsis et Grevillea). Elle contribue à l'amélioration de la fertilité et de la qualité des sols et sert de poteaux vivants : ombrage et lutte contre les usurpations de terre (urubibe).

#### **6.6. CONTRAINTES, POTENTIALITES ET PERSPECTIVES**

##### **6.6.1. Contraintes**

- Problèmes du personnel
  - Pas de Techniciens communaux
  - Pas de Gardes forêts.
- Problèmes matériels
  - Manque de moyen de déplacement
  - Manque de moyen de communication

##### **6.6.2. Potentialités**

- Des terres à reboiser sont disponibles

##### **6.6.3. Action à mener**

- Produire au moins trois cent mille de plants forestiers et agroforestiers.

## **CHAPITRE VII : INDUSTRIE ET ARTISANAT**

### **7.1. INDUSTRIE**

A part les quelques huileries artisanales de Kizina, la commune Gihanga ne compte aucune autre industrie.

#### **7.1.1. Contraintes, perspectives**

##### **a) Contraintes**

- Manque d'initiatives dans le secteur
- Manque de financement

##### **b) Perspectives/Actions à mener**

- Le Pays pourrait décentraliser les industries dans d'autres Provinces
- Installer une huilerie
- Installer une savonnerie

### **7.2. ARTISANAT**

Dans la Commune Gihanga, on trouve 2 types d'artisanat à savoir l'artisanat de production et l'artisanat de service. L'artisanat d'art ou de décoration n'y est pas pratiqué.

Dans toute la commune de Gihanga, il y a 9 ateliers de menuiserie dont un moderne (celui de l'ETM Gihanga). 1 est localisé au village 2, 1 au village 3, 2 au village 4, et 1 au chef lieu de la commune (ETM).

La commune compte également 12 ateliers de couture et 3 ateliers de soudures et 11 cordonneries.

Il existe aussi une dizaine de briqueterie locale à Buringa.

### **7.3. CONTRAINTES, POTENTIALITES ET PERSPECTIVES**

#### a) Contraintes

- insuffisance du matériel
- manque de marché d'écoulement
- manque d'encadrement

#### b) Potentialités

- Disponibilité des matières premières
- Existence des artisans formés

#### c) Perspectives

- appuyer la formation des artisans,
- instaurer des points de vente des produits artisanaux
- instaurer une politique claire de promotion de l'artisanat et des métiers.

## **CHAPITRE VIII : GEOLOGIE, MINES ET MINERAIS**

### **8.1. MINES**

Les travaux de cartographie et les recherches minières réalisés jusqu'aujourd'hui montrent que la commune de Gihanga possède un gisement de Marbre. Il est situé plus précisément sur la colline KAJEKE.

### **8.2. DISPONIBILITES DES MATERIAUX LOCAUX DE CONSTRUCTION**

Le sous-sol de la commune Gihanga regorge de beaucoup de gisements de matériaux locaux de construction. Elle a des gisements d'argile dans la zone Buringa, des gisements de gravier dans la rivière Mpanda. Le moellon est exploité à Gihungwe, le sable à Buramata et à Mpanda et le granite dans la rivière Kajeke.

### **8.3. CONTRAINTES, POTENTIALITES ET PERSPECTIVES**

#### **a) Contraintes**

- La capacité du gisement de marbre est mal connue ;
- Manque de moyens et matériels d'exploitation.

#### **b) Perspectives**

- Réaliser une recherche minière détaillée de la commune,
- Intéresser les privés à investir dans le domaine.

## **CHAPITRE IX : ENERGIE**

### **9.1. ENERGIE HYDROELECTRIQUE**

Dans la commune, il y a 2 lignes d'une linéaire de 14 Km, Moyenne tension et 3.5 Km Basse tension. Deux centres dans la commune sont alimentés en courant électrique. Il s'agit du centre de Gihanga et de la SRD Imbo. 5 transformateurs sont installés dans la commune pour un total de 224 branchements.

La consommation moyenne du courant par client est de 4 Kwh/Jour/Habitat.

### **9.2. LE BOIS DE CHAUFFE ET LE CHARBON (COMBUSTIBLES LIGNEUX)**

L'insuffisance d'énergie hydroélectrique dans la commune combinée au faible pouvoir d'achat de la population fait que le bois et le charbon de bois deviennent les seules sources d'énergie accessibles.

Le recours exagéré au bois et au charbon comme source d'énergie conduit à la déforestation, l'érosion, les perturbations climatiques, etc...

### **9.3. PRODUITS PETROLIERS**

Il n'existe dans la commune aucune station de produits pétroliers.

### **9.4. CONTRAINTES, POTENTIALITES ET PERSPECTIVES**

#### **a) Contraintes**

L'handicap au développement de la Commune dans tous les secteurs a été toujours la crise ; ce qui a fait que les milieux ruraux soient inaccessibles pour permettre aux intervenants, bailleurs de fonds et ONGs d'assister la population dans le secteur de l'énergie.

Les ressources financières limitées de la DGHER et de la REGIDESO n'ont pas permis la mise en exécution des projets dans ce domaine.

b) Potentialités

- Présence d'une rivière pouvant servir de barrage hydroélectrique ;
- Le recours à l'énergie solaire photovoltaïque, le biogaz et les groupes électrogènes est envisageable en cas d'impossibilité d'autres solutions.

c) Perspectives

- Exploitation de l'énergie solaire, de biogaz et des groupes électrogènes ;
- Extension des lignes déjà existantes dans les centres urbains ;
- Création des centrales hydroélectriques servant à alimenter les centres ruraux
- des différentes Communes par la DGHHER et la REGIDESO.

## **CHAPITRE X. COMMERCE ET SERVICES**

### **10.1. COMMERCE**

#### **10.1.1 Situation actuelle du secteur**

Les échanges commerciaux concernent particulièrement les produits agro-pastoraux écoulés par les agriculteurs et éleveurs qui, en contre partie, s’approvisionnent en biens manufacturés provenant de Bujumbura : savon, sel, étoffes, ustensiles de cuisine, sucre, ...

Ces échanges s’effectuent sur des espaces aménagés communément appelés « marchés » à des jours bien déterminés de la semaine et dans les boutiques toute la semaine.

Les animaux, surtout le petit bétail, sont également vendus tous les jours aux cabarets de la commune sous forme de viande rôtie communément appelée « brochette ». Le nombre d’animaux abattus est très important pendant la saison sèche.

Concernant le riz, les commerçants qui l’achètent proviennent de Bujumbura. Ils achètent directement auprès des producteurs ou, souvent, ils utilisent des intermédiaires connus sous le vocable de « commissionnaires » qui achètent au préalable le produit, le stocke dans des magasins de transit avant de le livrer à leurs commanditaires.

La grande partie de la production du lait est vendue à Bujumbura. Il est fourni à des clients connus de la Capitale, ayant des contrats d’achats avec les éleveurs. Il est transporté par vélos. Les tranches de paiements sont constituées des mensualités (paiements mensuels des consommations en une tranche).

Les quantités et la variété des produits offerts sur les marchés de la commune demeurent très faibles ; la raison étant essentiellement la faiblesse de la production agricole.

Tableau 10.1. Situation actuelle du secteur dans la Commune

Nombre de Marchés ou Centres de négoce	Rentrées annuelles (FBu)		Commerçants (nombre)	
	2004	2005	2004	2005
1. Gihanga	2 462 400	2 613 600	94	102
2. Buringa	1 812 000	1 603 500	75	93
3. Autres petits marchés (8)	-	5 966 300	-	-

Source : Administration Communale

### **10.1.2. Les infrastructures de commerce et leur emplacement**

Les marchés du chef-lieu de Gihanga et de Buringa se tiennent tous les jours de même que les autres petits marchés de la commune (Villages I, II, III, IV, V, VI ; Kizina et Rugunga).

Sur le marché de Gihanga, la commune a perçu 2613600 Fbu de recettes en 2005. Ce marché compte 102 commerçants dont 61 femmes nationaux et 3 étrangers. A Buringa, la commune a perçu 1603500 Fbu de recette en 2005. Ce marché compte 94 commerçants dont 64 femmes nationaux et 1 étranger.

Les 8 autres petits marchés de la commune ont contribué ensemble pour un montant de 5 966 300 F bu dans les recettes annuelles communales de 2005.

La commune compte 22 boutiques, 17 points de vente de la bière primus et 30 points de vente de la bière locale gérées par des propriétaires individuels dont 36 hommes et 30 femmes nationaux, 2 hommes et une femme étrangers.



### 10.1.3. Principales recettes et dépenses de la commune

Tableau 10.2. Les 10 premières rubriques de recettes en 2005

N°	Rubriques	Recettes		Taux de réalisation (%)
		Prévisions	Réalisation	
1	Taxe sur exploitation du sable	3 000 000	16 165 000	538.8
2	Taxe entretien marchés	9 000 000	10 989 584	122.1
3	Taxe cimetièrè	8 000 000	6 202 000	77.5
4	Taxe sur vente du riz paddy	5 000 000	3 819 700	76.4
5	Taxe sur vente bière locale	4 000 000	3 138 180	78.4
6	Taxe sur vente propriétés	500 000	1 161 200	232.2
7	Taxe sur cycles	500 000	1 091 250	218.25
8	Taxe sur attestation de possession de parcelles	500 000	1 020 000	204
9	Location terrains communaux	3 200 000	997 500	31.2
10	Vente cartes nationales d'identité	1 500 000	936 000	62.4

Source : Comptable communal

La perception des recettes dans la Commune est supérieure aux prévisions pour 5 rubriques et elle est inférieure aux prévisions pour 5 autres.

Tableau 10.3 : Les 10 premières rubriques des dépenses en 2005

N°	Rubriques	Dépenses		Taux de réalisation (%)
		Prévisions	Réalisation	
1	Salaire du personnel communal	9 500 000	10 585 440	111.4
2	Dépenses imprévues	1 000 000	3 502 150	350.2
3	Frais de mission	1 500 000	2 894 000	192.9
4	Achats des valeurs	1 500 000	2 473 000	164.9
5	Achat carburant	2 500 000	2 474 400	98.9
6	Sport et activités culturelles	2 000 000	2 438 570	121.9
7	Matériel de bureau	1 500 000	1 861 990	124.1
8	Frais de rafraîchissement	1 500 000	2 389 640	159.3
9	Factures REGIDESO	1 000 000	1 501 580	150.1
10	Frais assistance sociale	1 200 000	1 344 600	112

Source : Comptable communal

La réalisation de toutes les rubriques de dépenses, sauf l'achat carburant, est supérieure aux prévisions.

## **10.2. TRANSPORT ET COMMUNICATION**

### **10.2.1. Transport**

Dans la commune Gihanga, on distingue 2 types de transport : *transport routier* et *portage*.

Le transport routier est le plus pratiqué, il est assuré par les commerçants qui transportent des marchandises et les personnes de Gihanga vers Bujumbura, Cibitoke et le Chef lieu de la Province Bubanza et vice-versa.

Suite au mauvais état des routes, il n'y a pas de transport approprié.

Le Gouvernement se charge des travaux de réfection des routes nationales tandis que les collectivités locales s'occupent de la réfection des routes provinciales et des pistes rurales. Il n'y a cependant pas de structure de gestion et d'entretien des routes et pistes dans la commune.

La commune Gihanga est traversée par 2 routes nationales (RN9 : 3 Km et RN5 : 14 Km). Elle a deux routes provinciales de 34 Km en terre latéritique compacté mais en mauvais état. Elle compte 3 routes communales d'environ 27 Km également en terre latéritique et compactée également en mauvais état. Elle a plus ou moins 68 Km de pistes rurales en mauvais état.

La commune a également 10 ponts en bétons dont 8 en bon état et 9 ponceaux dont 3 en béton, 1 en bois et 5 métalliques.

Elle compte aussi 17 voitures et jeeps dont 14 privés, 15 remorques, camions et camionnettes dont 10 étatiques, 2 minibus dont 1 étatique, 20 motocyclettes dont 18 privées, 1 ambulance, 7 tracteurs dont 2 privés, 3000 vélos, 30 attelages et 60 chariots.

Carte 2 : Réseau routier de la commune



#### 10.2.1.1. Structure de gestion et d'entretien des RN, RP, RC, Pistes rurales

La structure de gestion et d'entretien des routes revient à l'administration communale en collaboration avec les usagers (la population). Certaines ONGs par exemple le PAM interviennent dans l'entretien de ces routes via son programme food for work.

#### 10.2.1.2. Les contraintes et actions à envisager

##### a) Contraintes

- Manque de moyens de transport ;
- mauvais état des routes et pistes ;
- manque de carburant (acheter à Bujumbura ou au chef lieu de la Province) ;

##### b) Actions à envisager

- Réhabiliter les routes endommagées ;
- Construction des routes inter provinciales ;
- Augmenter (multiplier) et réhabiliter les pistes rurales.

#### 10.2.2. Communication

Dans la commune Gihanga, il n'y a ni bureau de poste, ni fax. La commune compte toutefois 6 téléphones fixes dont 2 au chef lieu de la commune, 1 dans les bureaux de la commune et 3 à la SRD Imbo.

Cependant, la téléphonie mobile (Télécel, Spacetel, Africel et Onamob) est utilisable dans beaucoup d'endroits de la commune Gihanga.

La SRD Imbo est dotée d'un parc informatique.

#### 10.3. TOURISME ET HOTELLERIE

A part la réserve naturelle de Rukoko actuellement abandonnée suite à la crise et la présence dans cette forêt d'une variété d'arbre unique dans le monde (hyphaenae Banquellentis var-ventriosa), la commune de Gihanga n'a aucun autre site touristique. Elle n'a non plus aucune infrastructure hôtelière.

#### **10.4. INSTITUTIONS FINANCIERES**

Il existe dans la commune 1 institution de micro-finances : la COOPEC. Le nombre de sociétaires, le volume des dépôts, le montant de crédits octroyés, etc...sont inconnus car ces institutions refusent de donner les informations y relatives.

Les bénéficiaires sont les salariés, les commerçants, les éleveurs et à moindre mesure les cultivateurs.

## **CHAPITRE XI : ACTION SOCIALE**

Dans la commune de Gihanga, les besoins de protection sociale et de promotion de la femme sont énormes. Bien que faisant l'objet de la mission dévolue au Ministère de la Solidarité Nationale, des Droits de la Personne Humaine et du Genre, leur résolution requiert une action concertée de plusieurs intervenants. On peut noter les Ministères de l'Education Nationale et de la culture, de la Justice, de la Jeunesse et Sport, de l'Intérieur et de la sécurité publique, etc.

### **11.1. ACTION SOCIALE**

Par action sociale, on sous-entend l'ensemble de mesures et d'actions visant à protéger et à promouvoir les catégories sociales les plus vulnérables dans le but d'assurer le développement harmonieux de toutes les couches de la société.

Les actions à mener dans notre commune se focalisent sur les 3 domaines suivants :

- assistance sociale ;
- réhabilitation sociale et réinsertion socio-professionnelle ;
- réinstallation des déplacés et rapatriés.

#### **11.1.1. L'assistance sociale**

Dans la commune de Gihanga, l'assistance sociale devrait consister à soulager les souffrances des groupes concernés.

Dans cette commune où autrefois assistance mutuelle et entraide étaient monnaie courante, on se heurte pour le moment à des problèmes où chacun doit se débrouiller.

Les conséquences de la guerre et la famine qui secoue la commune depuis un certain temps n'ont fait qu'empirer la situation.

Certaines ONGs comme le PAM, Action contre la faim, BDD, PRASAB essayent de remédier à la situation mais le chemin est encore long.

### **11.1.2. La réhabilitation sociale**

Elle concerne surtout les handicapés physiques et mentaux (suite à la guerre), les déplacés et rapatriés. La réhabilitation sociale est une œuvre qui viendrait aider beaucoup en ce moment où la paix commence à revenir.

### **11.1.3. La réinsertion sociale**

Elle consiste à réinsérer les personnes cibles dans les milieux sociaux.

Les activités dans ce domaine sont :

- le placement des enfants dans des familles tutrices ;
- la réinsertion scolaire des enfants déscolarisés ;

Certaines organisations telles le CNLS, UNICEF ont beaucoup aidé dans cette tâche.

Le problème qui persiste est celui des enfants de la rue qui jusqu'à présent n'ont pas de soutien.

### **Quels sont les groupes cibles et action à mener en leur faveur ?**

Dans la commune de Gihanga, les groupes cibles sont ;

- les enfants en difficultés (orphelins, enfants travailleurs, enfants de la rue, enfants soldats démobilisés, enfants violés, enfants chefs de ménages) ;
- les personnes handicapées, les indigents, les personnes âgées et les sinistrés ;
- veufs et veuves

#### **a) Situation des enfants en difficulté et des orphelins dans la commune.**

La commune Gihanga compte environ 10955 enfants sinistrés dont :

- 2800 enfants sinistrés de guerre sur les collines,
- 1020 enfants dans la rue,
- 2562 orphelins de père et de mère dont 684 suite à la guerre, 108 suite au sida et 1770 suite à la mort naturelle des parents,
- 151 enfants chefs de ménage,
- 4421 enfants indigents,
- 1 enfant soldat démobilisé.

Les effectifs des enfants sinistrés dans la commune ont augmenté suite à la crise socio-politique de 1993 qu'a connu tout le Pays et qui n'a pas épargné la commune. La guerre a créé une autre catégorie d'enfants sinistrés : les sinistrés de guerre (enfants déplacés, enfants chefs de famille, orphelins de guerre, ...).

Aussi, suite aux effets pervers de cette guerre, le nombre des enfants déscolarisés a augmenté et beaucoup d'entre eux sont désœuvrés. En conséquence, ces enfants risquent de devenir des délinquants avec tous les méfaits qui s'en suivent.

Néanmoins, depuis la dernière mesure de scolarisation primaire gratuite par le Gouvernement et avec le soutien de quelques bienfaiteurs (APECOS, Children Future Hope, CPLS), la plupart de ces enfants vont aujourd'hui à l'école.

b) Situation des victimes des violences

Les données ci-après montrent les cas de violences sexuelles déclarés au cours des années 2004 et 2005.

<b>Viols recensés</b>		<b>Viols pris en charge</b>	
Femmes	: 4	Femmes	: 1
Filles	: 4	Filles	: 4
Fillettes	: 2	Fillettes	: 2
Garçon	: 0	Garçon	: 0
Homme	: 0	Homme	: 0

Au cours de l'année 2005, 10 cas de viols sexuels ont été déclarés et enregistrés dans la commune. Parmi eux, 7 ont été assistés par SWAA-Burundi.

Bien que le phénomène de viol a probablement diminué en intensité suite surtout aux multiples séances de sensibilisation des communautés réalisées par l'ONG CARE, 10 cas déclarés sont très peu et l'on doute qu'il y a des femmes et filles violées qui n'osent pas le déclarer publiquement et qui, par conséquent, demeurent sans assistance.

c) Situation des veufs, veuves, mères célibataires et des indigents

La commune de Gihanga compte 4517 veuves et 696 veufs éducateurs dont 577 veufs et 4175 veuves à appuyer. En plus de cela, il y a 310 mères célibataires et 7190 indigents.



Les actions à mener pour pallier à cette situation sont l'introduction de :

- nouvelles cultures ;
- système de micro-crédit ;
- service d'appui aux nécessiteux ;
- service d'information/formation ;
- service d'écoute.

d) Situation des handicapés

Pour les années 2004-2005, la commune connaît 42 handicapés suite à la guerre dont 22 hommes, 18 femmes et 2 garçons ; 48 handicapés de naissance dont 34 hommes et 14 femmes ; 4 handicapés par accident tous hommes et 74 handicapés suite aux causes autres (aveugles et mental) dont 8 hommes, 8 femmes, 32 garçons et 26 filles.

Certains aveugles sont appuyés dans leur scolarisation par l'Eglise Emmanuelle à l'école Kanura de Gihanga.

La paroisse catholique de Gihanga appui aussi certains de ces handicapés en leur octroyant des vélos.

**11.1.4. Contraintes, potentialités et actions à mener**

a) Contraintes

- Manque des services de prise en charge des personnes vulnérables ;
- Manque des centres d'accueil et d'écoute ;
- Manque des centres d'encadrement ;
- La Commune est dans la phase 4 d'où les ONGs n'interviennent pas dans l'action sociale et le développement.

b) Potentialités

- Nous avons un corps de Police pour décourager les actes de violences ;
- Terrains disponibles pour la construction des infrastructures sociales.

c) Actions à mener

- Demander à ce que la Commune soit libérée de la phase 4 ;
- Encourager la femme à participer dans l'administration, surtout veiller à assurer les 30 %.

## **11.5. REINSERTION, REINTEGRATION ET REHABILITATION**

La commune abrite un nombre important de personnes sinistrées de la guerre qu'a connu le Burundi. Ces personnes constituent une autre catégorie de cas sociaux qui mérite une attention particulière des intervenants.

La commune de Gihanga compte deux sites de déplacés, l'un à Ragaza, l'autre à Kagwema (ex Gihungwe). Le site de Ragaza abrite 558 personnes réparties dans 298 ménages, alors que celui de Gihungwe comporte 1.685 personnes logées dans 400 ménages.

Ces données montrent donc que la commune de Gihanga a un total de 2243 personnes déplacées réparties dans 698 ménages.

A côté de ces déplacés, la commune Gihanga a enregistré jusqu'au 31 décembre 2005 un nombre de 11 ménages rapatriés en 2005 venant s'ajoutés aux 67 ménages rapatriés en 2004. La plupart ont regagné leurs propriétés sauf ceux qui avaient fuis en 1972.

### **11.2.1. Intervenants**

<b>Nom de l'intervenant</b>	<b>Types d'activités</b>
- PAM	- Nutrition
- FAO	- Assistance en vivres
- CRS	- Distribution des vivres du PAM
- HCR/CNRS	- Distribution des semences et houes
- PRASAB	- Distribution des non vivres
- UNICEF	- Transfert des rapatriés.
- MRRDR	- Distribution des kits de réinsertion agricole
- CEPBU	- Assistance en matériel scolaire
	- Assistance en tôles et en matériel aratoire
	- Construction du village de Kagwema

### **11.2.2. Contraintes, potentialités et actions à mener**

#### **a) Contraintes**

- Manque d'assistance pour les rapatriés et dispersés ;
- Certains rapatriés manquent où s'installer car leurs propriétés sont occupées ;
- Conflits fonciers entre rapatriés et ceux qui ont occupé leurs domaines ;
- Promiscuité dans les sites de réinstallés (mauvaise condition de vie)
- Non assistance aux déplacés, dispersés et rapatriés.

b) Potentialités

- les espaces appartenant à la commune pour réinstallation
- Nous connaissons deux services « EPVA, le BDD » qui nous aide à assister nos sinistrés.

c) Perspectives

- Régler les litiges fonciers entre les rapatriés et les personnes qui sont dans leurs propriétés ;
- Installer ceux qui n'ont pas où s'abriter.

### **11.3. HABITAT**

#### **11.3.1. Généralités**

Avant la crise, l'habitat s'améliorait progressivement en commune de Gihanga grâce à la politique de la 2<sup>ème</sup> République qui avait encouragé les gens à se regrouper en villages. Il y avait aussi des maisons en pisés qui tendaient à disparaître.

Aujourd'hui, la reconstruction se fait par des tiers uniquement. Mais depuis 1999 jusqu'en 2003 elle se faisait avec l'assistance du Ministère des RRR, du CEPBU et de quelques ONG's : ARP, Erikshjälpen.

Concernant les matériaux locaux de construction, on trouve le moellon à Gihungwe, d'argile à Kajeke tandis que le sable de rivière à Kajeke.

#### **11.3.2 Situation actuelle**

##### **11.3.2.1. Le type d'habitat rencontré dans la Commune**

a) Habitat regroupé :

Ce type d'habitat se trouve aux sites de réinstallés de Ragaza et Kagwema, dans les six villages de la commune (du V1 au V6), au chef lieu de la commune Gihanga. L'habitat regroupé est estimé à 65%.

b) Habitat dispersé :

L'habitat dispersé n'est pas fréquent dans cette circonscription administrative. L'habitat dispersé est estimé à 35%.

#### 11.3.2.2. Qualité de l’habitat rural

L’habitat rural est dispersé sur les collines et n’est pas amélioré. Les murs sont généralement en briques adobes ou en bois, la toiture en paille ou en tuile avec pavement en terre battue. Les maisons ont 4 faces. Elles n’ont ni eau, ni électricité ni toilette intérieure.

#### 11.3.2.3. Qualité de l’habitat urbain

L’habitat urbain se rencontre au chef lieu de la commune uniquement. A la différence de l’habitat rural, l’habitat urbain se distingue par l’implantation groupés des infrastructures socio-collectives, la construction des maisons en matériaux semi-durables (briques cuites) et importés (ciment, fer à béton et tôle galvanisé/ondulé).

Toutefois, l’on rencontre également au chef lieu de la commune des quartiers mixtes avec des maisons construites en matériaux non durables par les catégories pauvres de la population et d’autres construites en matériaux durables.

#### 11.3.2.4. Disponibilité des matériaux locaux de construction

Le bois de construction est très rare dans la commune de Gihanga. On ne trouve pas de fours-tunnels dans la commune mais il y a dix briqueteries en zone de Buringa. Il existe également des sites d’exploitations de sables à Kajeke et de moellon à Gihungwe.

#### 11.3.2.5. Matériaux importés

Les matériaux importés ne sont pas facilement accessibles suite à la pauvreté de la population. Néanmoins, les matériaux comme le ciment, les tôles et les clous sont trouvables dans la Commune ou acheté à Bujumbura.

#### 11.3.2.6. Incidence de la crise sur l’habitat

Pendant la crise, plus de quatorze mille maisons ont été détruites. Aujourd’hui, seulement mille trois cent dix ont été reconstruites avec l’aide du Ministère des RRR (560), la CEPBU (350) et les ONG’s : ARP (200) et Erikshjälpen (200).

#### 11.3.2.7. Intervenants

En 2005, le projet HR & MLC est intervenu dans la reconstruction de l’habitat à travers la formation des tuiliers briquetiers, la réhabilitation des fours et le reboisement. La CEPBU a également aidé dans la reconstruction des maisons pour les déplacés de Gihungwe. Les années

antérieures, l'AFVP, les ONG's ARP et Erikshjälpen et le Ministère des RRR ont appuyé la reconstruction de l'habitat.

#### 11.3.2.8. Principales contraintes, potentialités et actions à mener

##### a) Contraintes

- Manque de crédits en faveur des producteurs des matériaux locaux de construction ;
- Pauvreté extrême de la population
- Absence d'un circuit organisé de commercialisation des produits à base de terre cuite ;
- Non respect des normes pour les produits fabriqués,
- Mauvais état des pistes ;
- Absence de bois.

##### b) Potentialités

- Existence de beaucoup de matériaux locaux de construction.

##### c) Stratégies/actions à mener

- Mettre en place une politique nationale pour la promotion des matériaux locaux de construction.
- Mettre en place une politique nationale claire en matière de reconstruction de l'habitat

## CHAPITRE XII : SANTE

Selon la DPS Bubanza, la commune Gihanga comme toutes les communes du pays connaît les mêmes problèmes en matière sanitaire : insuffisance d'infrastructures sanitaires, de capacité d'accueil ainsi que celle de ressources humaines, ...

### 12.1. DONNEES EPIDEMIOLOGIQUES

L'impact du climat sur la santé humaine est très important, surtout en saisons des pluies, périodes de durs travaux champêtres où l'on assiste à l'éclosion de nombreuses maladies parasitaires. Il reste évident que les maladies les plus fréquentes sont aussi dues aux mauvaises conditions d'hygiène, d'approvisionnement en eau et par manque d'éducation sanitaire.

La situation sanitaire de la commune présente un tableau clinique caractérisé par la persistance des maladies suivantes : le paludisme; les infections respiratoires aiguës, les verminoses et les diarrhées

### 12.2. LA MEDICINE PREVENTIVE (Données sur la vaccination)

Tel qu'il ressort du Rapport de la BPS Bubanza 2005 sur les indicateurs de surveillance en matière de vaccination, les réalisations (par rapport aux objectifs fixés) en matière de vaccination se présentent comme suit :

Tableau 12.1. Données sur la vaccination en 2005

Centre de santé	BCG	DTC 3	VAR rougeole
Buramata	90,4 %	82,7 %	88,1 %
Gihanga	102 %	79,4 %	93,1 %
Gihungwe	84 %	82,9 %	88,1 %
Ninga	81,5 %	82,9 %	68,5 %

Source : BPS Bubanza

La campagne de vaccination anti rougeole a permis une récupération des abandons et on a profité pour distribuer les moustiquaires imprégnées d'insecticides.

### **12.3. PREVENTION CONTRE LE VIH/SIDA ET LES IST**

Les données sur le VIH/SIDA et les IST de la commune se présentent de manière suivante :

- 1 centre de dépistage du VIH/SIDA : centre de santé Gihanga
- Nombre total de personnes dépistées en 2005 : 1040
- Nombre total des personnes séropositives : 41 soit un taux de séro-prévalence de 3,9%.
- Cas douteux : 74

Pour ce qui concerne la prise en charge, 40 PVVS sont prise en charge médicalement et 10 sont sous ARV soit sous traitement des infections opportunistes. L'année a également été caractérisée par de fréquentes ruptures de stock de médicaments pour le traitement des infections opportunistes.

Il y a 203 cas sous traitement contre les infections opportunistes et 298 cas d'infections sexuellement transmissibles sont dépistés et traités.

9 femmes sont sous PTME dont un accouchement prématuré avec mort né et 1 accouchement à terme avec mort né également.

Des associations de lutte contre le SIDA sont sur pied d'œuvre dans la commune et la mobilisation sociale reste une activité continue pour l'Administration, le personnel sanitaire et autre. La plus active étant le Réseau Burundais des Personnes vivants avec le VIH/SIDA, Antenne Bubanza et l'association Ruremeshamiryango.

### **12.4. LA MEDICINE TRADITIONNELLE**

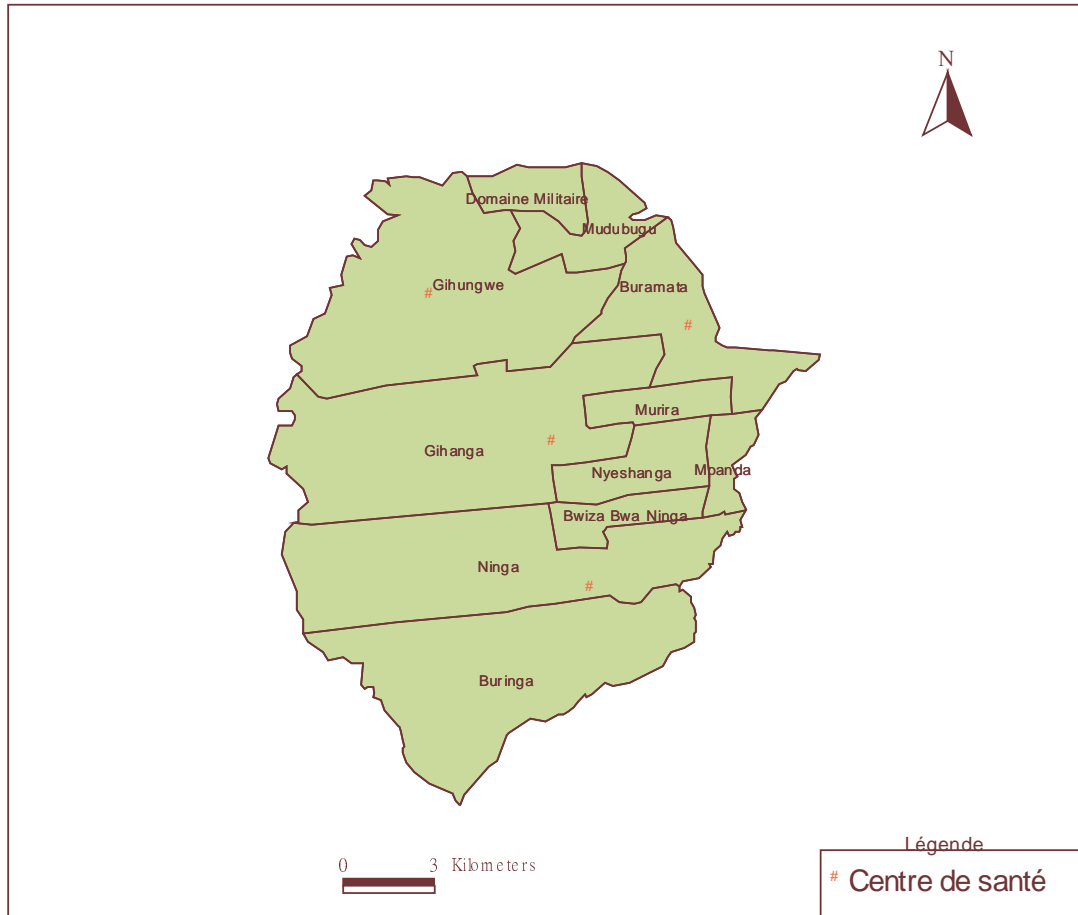
En ce qui concerne la médecine traditionnelle, la commune de Gihanga compte 1 tradithérapeute connu officiellement et ayant des liens avec la médecine moderne, 7 accoucheuses traditionnelles formées avec kits et 2 formées sans kits.

Nous signalons qu'il n'y a pas d'organe pouvant encadrer la tradithérapeute.

### **12.5. SITUATION DES INFRASTRUCTURES SANITAIRES**

La commune de Gihanga dispose de 4 centres de santé, dont 3 publics (Boramata, Gihungwe et Ninga) et 1 agréé (Gihanga) qui totalisent 80 lits.

Carte 3 : Infrastructures sanitaires de la commune





## **12.5. RESSOURCES HUMAINES**

Concernant le personnel soignant, la commune de Gihanga ne dispose que de 20 Paramédicaux dont 5 A2 ; 13 A3 et 2 TPS. Elle dispose également d'un gestionnaire des centres de santé publics et de 46 personnes d'appui.

## **12.6. INTERVENANTS**

DPS, CORDAID, PATSBU

## **12.7. PRINCIPALES CONTRAINTES ET ACTIONS A MENER**

### 1. Contraintes

- Insuffisance du personnel en quantité et en qualité.
- Insuffisance des centres de santé
- Insuffisance de l'eau potable.

### 2. Stratégies/actions à mener

- Mettre en place des programmes de lutte contre le paludisme et de lutte contre les moustiques par pulvérisation collective,
- Construire des latrines publiques,
- Affecter un médecin permanent au centre de santé de Gihanga.
- Doter la commune d'un personnel de santé qualifié et suffisant ;
- Former, sensibiliser et motiver le personnel soignant ;
- Equiper les centres de santé existants ;
- Solliciter un soutien technique et financier à l'Etat ;
- Promouvoir les soins préventifs ;
- Créer des mutualités pour chaque centre de santé pour faciliter l'accès aux médicaments.

## **12.7. APPROVISIONNEMENT EN EAU**

### **12.7.1. Situation d’approvisionnement en eau potable**

La desserte en eau de la commune Gihanga est actuellement dans une situation alarmante. La population s’approvisionne sur les bornes fontaines publiques et puits. Il n’y a pas dans la commune de sources aménagées ou à aménager. Le nombre total de points d’eau pour toute la commune est estimé à 108 dont 45 fonctionnelle pour une population estimée 38265 habitants répartie dans approximativement 15744 ménages, soit un point d’eau pour plus de 850 personnes.

Le nombre de ménages par point d’eau fonctionnels est de 345 alors que la norme est de 1 point d’eau par 75 à 100 ménages.

La commune est desservie par 2 réseaux d’adduction venant de Rugazi.

Tableau 12.2. Situation des réseaux d’adduction d’eau

Zones	Total Ménage	Branchements privés	Bornes fontaines		Sources aménagées		Puits	
			F	NF	F	NF	F	NF
Gihanga	10.747	210	28	31	0	0	2	5
Buringa	4.997	40	17	25	0	0	0	0
Total	15.744	250	45	56	0	0	2	5

Source : RCE

### **12.7.2. Intervenants**

REGIDESO, DGHER

### **12.7.3. Contraintes, actions à mener**

#### 1. Contraintes

- L’insécurité a été l’objet d’une barrière aux différentes interventions pouvant opérer une amélioration dans le secteur eau en milieu rural de cette Commune.
- Les moyens financiers limités ne permettent pas à la DGHER de réaliser des travaux de réhabilitation et de construction des adductions d’eau potables

- Manque de bonne gestion, d'entretien et de maintenance des infrastructures hydrauliques existantes.
- La Commune n'a pas des moyens suffisants pour payer les factures de la REGIDESO.
- Faible moyens pour assurer le fonctionnement de la Régie communale d'eau

## **2. Actions à mener**

- Réhabiliter les infrastructures d'eau endommagées ;
- Sensibiliser la population à la bonne gestion, à l'entretien et la maintenance des infrastructures hydrauliques existantes ;
- Redynamiser les Régies Communales d'Eau ;
- Construire de nouvelles AEP (adduction en eau potable),
- Assurer le suivi et la sensibilisation à la conservation des espèces reboisées pour faire face à certains effets climatologiques néfastes au potentiel hydraulique.

## **CHAPITRE XIII : EDUCATION**

### **13.1. GENERALITES**

L'éducation dans la commune de Gihanga est caractérisée par l'insuffisance d'infrastructures et équipements scolaires; l'insuffisance qualitative et quantitative du personnel enseignant ; l'insuffisance de manuels des élèves et des professeurs ainsi que par un nombre très important d'élèves à scolariser.

La situation de 2 types d'enseignement, l'enseignement formel et l'enseignement informel, se présente de manière suivante.

### **13.2. ENSEIGNEMENT FORMEL**

#### **13.2.1. Enseignement primaire :**

- Nombre d'écoles : 11 écoles fonctionnelles toutes à cycle complet
- Nombre de salles de cours : 92
- Nombre d'élèves : 6763 dont 3174 filles (46.9 %)
- Nombre d'enseignants : 176
- Ratios : 74 élèves par salle, 38 élèves par enseignant

#### **13.2.2. Enseignement secondaire :**

- Nombre d'écoles : 4 écoles secondaires : ETM, ITAB, Lycée communal Gihanga et Lycée communal Buringa
- Nombre de salles de cours : 27
- Nombre d'élèves : 1.242 dont 458 filles (36.8 %)
- Nombre total d'enseignants : 86 dont 14 femmes (16.3%)
- Ratios : 46 élèves par salle, 16 élèves par enseignant

Il faut noter que :

le système de vacatariat est pratiqué au Lycée et au Collège Communale à cause du manque du personnel enseignant

Carte 4 : Infrastructures scolaire 2005-2006 dans Gihanga



### **13.3. ENSEIGNEMENT INFORMEL**

#### **13.3.1 : Enseignement des métiers :**

- Nombre d'écoles : 1
- Nombre de salles de cours : 1
- Nombre d'élèves : 20
- Nombre d'enseignants : 15
- Ratios : 20 élèves/salles ; 1 élèves par enseignant

#### **13.3.2. : Centres d'alphabétisation**

- Nombre d'écoles : 1
- Nombre de salles de cours : 2
- Nombre d'élèves : 36
- Nombre d'enseignants : 2
- Ratios : 18 élèves/salles ; 18 élèves/enseignants

#### **13.3.3. Ecoles religieuses/Yagamukama**

- Nombre d'écoles : 5
- Nombre de salles de cours : 17
- Nombre d'élèves : 348
- Nombre d'enseignants : 16
- Ratios : 20 élèves par salle, 22 élèves par enseignant

La commune n'a aucune école maternelle et préscolaire. Elle n'a non plus aucune université ou institut d'enseignement supérieur, qu'il soit public ou privé. Pour l'enseignement secondaire, le ratio élèves/enseignant n'est pas un indicateur en soit, c'est le volume horaire de chaque enseignant qui renseigne sur la surcharge ou non du professeur.

#### **13.4. LOCALISATION DE CHAQUE ECOLE OU CENTRE ET SON ETAT**

Tableau 13.1 : Localisation et état de chaque école primaire de la commune Gihanga

<b>Zone</b>	<b>Colline</b>	<b>Ecole Primaire</b>	<b>Etat</b>
Gihanga	Gihanga	Gihanga I	Très Bon
		Gihanga II	Mauvais
		Gihanga III	Très Bon
	Murira	E.P Murira	Bon
	Buramata	E.P Buramata	Bon
	Gihungwe	E.P Gihungwe	Bon
	Rugunga	E.P Rugunga	Bon
Buringa	Buringa	E.P buringa	Mauvais
	Ninga	E.P Ninga	Très mauvais
	Nyeshanga	E.P Mugerero	Bon
	Mpanda	E.P Mpanda	Bon

Source : DPE Bubanza

Tableau 13.2. Localisation et état des écoles secondaires et techniques

<b>Zone</b>	<b>Colline</b>	<b>Ecole Secondaire</b>	<b>Etat</b>
Gihanga	Gihanga	Lycée communal	Bon
		ETM	Très mauvais
		ITAB	Mauvais
		Ecole des métiers	Mauvais
		Centre d'alphabétisation	Mauvais
		Yaga Mukama	Mauvais
Buringa	Lycée communal	Buringa	Bon

Source : DPE Bubanza

Il ressort des tableaux ci-dessus qu'à l'intérieur de la commune, il y a des disparités dans la répartition des écoles, qu'elles soient primaires ou secondaires. Alors que la zone Gihanga compte 7 écoles primaires et 3 écoles secondaires, la zone Buringa n'en a respectivement que 4 et 1. Il existe également un village sans écoles primaires (Village VI) alors que les 5 autres en sont pourvues.

Pour ce qui est de l'état des écoles, les deux écoles techniques de Gihanga sont trop vieille et nécessitent une réhabilitation urgente. Pour l'ETM, la CTB a promis de financer les travaux de réhabilitation. Les 2 Lycées communaux sont dans un bon état.

Pour les écoles primaires, la plupart sont vieilles et nécessitent d'être réhabilitées.

### **13.5. INTERVENANTS**

UNICEF, Fonds Belgo Burundais de Réemplois, Coopération Française.

### **13.6. CONTRAINTES ET ACTIONS A MENER**

#### **a) Contraintes**

- Insuffisance et mauvais état d'infrastructures scolaires
- Les enseignants restent qualitativement et quantitativement insuffisants
- Ils effectuent une longue distance pour arriver au service (problème de homes pour enseignants).
- Certains écoliers effectuent une longue distance pour aller à l'école la plus proche.
- Ils ne prennent pas le repas de midi
- insuffisance du matériel et équipements scolaire

#### **b) Perspectives/actions à mener**

- Construire 2 écoles primaires : Kagwema, Kundava,
- Construire une école secondaire à Mudubugu
- Réhabiliter 4 écoles primaires : V3, V4, V5 et Ninga
- Réhabiliter les écoles secondaires : ETM et ITAB
- Instaurer la section vétérinaire dans l'enseignement à l'ITAB



- octroyer au Chargé de la carte scolaire un moyen de déplacements afin de bien suivre et contrôler les activités de la commune ;
- recruter le personnel enseignant ;
- motiver le personnel enseignant en leur octroyant des parcelles pour ériger des logements ;
- construire des homes pour enseignant à chaque école ;
- dédoubler les EP Ninga, Mugerero, Buramata et Mpanda.

## **CHAPITRE XIV : JEUNESSE ET SPORT**

### **14.1. SITUATION DE LA JEUNESSE**

La commune est caractérisée par une jeunesse désœuvrée et non scolarisée, mais, qui participe activement au maintien de la paix et aux activités de développement de la commune en se groupant en diverses associations.

La plupart de structures d'encadrement des jeunes sont à caractère religieux et des associations (APECOS, Childrens Future Hope, CPLS et RAFIGI). Il s'agit de l'église catholique, méthodiste, témoins de Jéhovah, les adventistes du 7<sup>ème</sup> jour (Abasabato), FECABU, Islam, l'église de pentecôte, église vivante, EAC, Eglise Méthodiste uni, etc....

Tableau 14.1. Structures d'encadrement des jeunes

Structure	Type d'encadrement	Domaine d'intervention	Nombres de jeunes encadrés		
			Garçons	Filles	Total
CPLS	Sportif,  scolarisation, enseignement des métiers	Foot, Basket et volley Kit scolaire Soudure, réparation vélo	-	-	-
APECOS	Enseignement métiers	couture	8	25	33
RAFIGI	Scolarisation	Sensibilisation	0	10	10
Childrens future hope	Prise en charge des orphelins	Couture Scolarisation	87	68	145

Source : Administration communale

## 14.2. SPORT

Le sport le plus pratiqué est le football. Ce sport contribue beaucoup à rapprocher les jeunes des différentes communautés de la commune dans le cadre de consolidation de la paix.

Il existe un bon nombre de clubs de football (9) avec statut et règlement d'ordre intérieur et un club de basket ball. Cette année, le premier club dans le championnat au niveau de l'association de football de la province Bubanza est un club de Gihanga : Mirage FC.

La commune détient 9 terrains de football non équipés et en mauvais état. Ces terrains sont répartis dans les collines suivantes : Gihanga centre (avec tribune), Buringa, Ninga, Bwiza bwa ninga, Mpanda, Buramata, Majambere, Murira et ETM. Elle a également deux terrains de basket à la SRDI et à l'ITAB.

Tableau 14.2. Infrastructures sportives

<b>Infrastructures</b>	<b>Colline d'implantation</b>	<b>Année de création</b>	<b>Equipé oui/non</b>	<b>Etat</b>	<b>Structure de gestion et d'entretien</b>
Terrains de Football	Gihanga	1984	non	± Bon	Administration locale
Terrains de Football	Gihanga	1874	Non	Mauvais	Direction scolaire
Terrains de Football	Gihanga	1969	Non	Bon	Administration locale
Terrains de Football	Murira	1984	Non	Mauvais	Administration locale
Terrains de Football	Majambere	1984	Non	Mauvais	Administration locale
Terrains de Football	Ninga	1984	Non	Mauvais	Administration locale
Terrains de Football	Bwiza bwa ninga	1984	Non	Mauvais	Administration locale
Terrains de Football	Buringa	1996	Non	Mauvais	Administration locale
Terrains de Football	Mpanda	1984	Non	Mauvais	Administration locale
Terrains de Basket Ball	Gihanga	1984	Non	Mauvais	E. T. M
Terrains de Basket Ball	Mugerero	1986	Non	Bon	SRD Imbo

Source : Administration locale

Tableau 14.3. Clubs, Associations sportives

Zone	Type d'Association	Nombre d'Associations	Type d'Encadrement Domaines d'intervention	Nombre de jeunes encadrés		
				H	F	Total
Gihanga	Onze rapide	1	Football	45	0	45
	Mwizero FC	1	Football	30	0	30
	Galaxie	1	Football	40	0	30
	New girl	1	Football	0	30	30
	Lumière	1	Football	0	25	25
	Espoir	1	Football	0	45	45
Buringa	Majambere	1	Football	60	0	60
	Mirage FC	1	Football	55	0	55
	Miravyo FC	1	Football	0	30	30
	AS Ninga	1	Basketball	18	0	18

Source : Administration Communale

### **14.3. PATRIMOINE CULTUREL**

La commune de Gihanga dispose de deux salles de théâtre au Lycée communal Buringa et à l'ITAB. Elle dispose également d'une bibliothèque et d'une salle de lecture équipées et gérées par l'association « Children future hope » à la transversale 12 Buringa.

Le patrimoine culturel le plus important de la commune Gihanga est matérialisé par les danses traditionnelles comprenant plusieurs associations ( Clubs Shika et Inampayano) ainsi que deux clubs de tambourinaire : celui de la Commune et celui de la SDR Imbo.

Tableau 14.4. Infrastructures culturelles

Infrastructure	Colline	Année de création	Equipé	Etat
			Oui/Non	Bon/mauvais
Salle de théâtre	Gihanga	1984	Non	Bon
Salle de théâtre	Ninga	2003	Oui	Bon
Bibliothèque	Buringa	2004	Oui	Bon
Salle de lecture et de cinéma	Buringa	2004	Oui	Bon

Source : Administration communale

#### 14.4. INTERVENANTS

Les intervenants dans ce secteur sont : l'Association Childrens future hope, le CPLS, les Confessions religieuses et l'Administration.

#### 14.5. CONTRAINTES ET ACTIONS A MENER

##### 1. Contraintes

- Insuffisance d'encadrement pour la jeunesse et les associations ;
- Manque de moyens pour améliorer les infrastructures ;
- Insuffisance des infrastructures ;
- Manque de matériel.

##### 2. Actions à mener

- Encourager la formation des associations et clubs sportifs ;
- Créer un Centre jeune.

## **CHAPITRE XV : JUSTICE**

### **15.1. GENERALITES**

La commune de Gihanga ne compte qu'un seul service judiciaire à savoir le tribunal de résidence. Ce tribunal a des infrastructures vieilles et un équipement vieux et insuffisant. Le matériel roulant et le matériel de communication y font défaut. Le mobilier, les matières et fournitures de bureau sont insuffisants.

### **15.2. PERFORMANCES DU SERVICE JUDICIAIRE DE GIHANGA**

- Nombre de dossiers restants au début de l'année 2005 : 30,
- Nombre de dossiers inscrits pendant l'année : 188,
- Nombre de dossiers jugés et clôturés pendant l'année : 183
- Nombre de dossiers exécutés : 86
- Nombre de dossiers non encore exécutés : 27
- Nombre de dossiers en litige à la fin de l'année : 57

### **15.3. INFRASTRUCTURES ET EQUIPEMENTS**

Le Tribunal de résidence a 4 locaux, très vieux dont un seulement a des dimensions suffisantes. Il n'y a ni eau, ni électricité, ni sanitaire. Les machines à écrire sont insuffisantes, pas d'ordinateurs, ni climatiseurs. Les autres équipements font défaut, ils sont soit insuffisants soit absents.

### **15.4. PERSONNEL PAR SERVICE JUDICIAIRE ET PAR FONCTION**

Le personnel du Tribunal comprend les Juges, les Greffiers, Assesseurs, et Plantons. La commune possède 9 Juges dont un Juge Président, 7 hommes et 2 femmes ; il a 14 greffiers, 3 hommes et 11 femmes, 2 Assesseurs tous hommes et 3 plantons.

Les Juges rendent les jugements et les exécutent. Les Greffiers prennent les procès verbaux dans les audiences publiques, rédigent les copies de jugement, perçoivent les recettes fiscales et aident dans les exécutions.

Les Assesseurs suppléent les Magistrats non disponibles dans les audiences publiques et aident dans l'exécution des jugements.

### **15.5. LA JUSTICE GRACIEUSE**

Cette forme de justice est rendue par les Notables investis selon les coutumes et la tradition burundaises. Cette justice s'occupe des affaires civiles, surtout en ce qui concerne les matières foncières et familiales (successions).

Les différentes collines que compte la Commune Gihanga ont un effectif de 110 Notables régulièrement investis. Les décisions du Conseil des Notables sont toujours imprescriptibles de recours quelque soit les délais.

### **15.6. INTERVENANTS : RCN, PRI**

### **15.7. CONTRAINTES, POTENTIALITES ET ACTIONS A MENER**

#### 1. Contraintes

- Insuffisance au niveau du matériel de Bureau ;
- Le manque de mobilier ;
- Insuffisance des textes de lois ;
- Pas des moyens de transport.

#### 2. Potentialités

Le personnel du secteur justice est qualifié ;

Il existe un tribunal au niveau de la commune.

#### 3. Perspectives

La formation du personnel pour le renforcement des capacités ;

Il faudrait réhabiliter le tribunal de résidence ;

Mettre en place les infrastructures judiciaires suffisants pour permettre au personnel d'être à l'aise au moment de l'exercice.

## **CHAPITRE XVI : PERSPECTIVES DE DEVELOPPEMENT**

### **16.1. FACTEURS FAVORABLES AU DEVELOPPEMENT**

La commune possède un potentiel de développement très varié. La commune est aussi agricole que pastorale. Sa position géographique, son relief, son climat et son hydrographie constituent des facteurs évidents pour son développement socio-économique.

Les principaux indicateurs favorables au développement de la commune sont :

1. Sa position géographique et sa proximité avec la capitale Bujumbura favorisent le développement du trafic commercial ;
2. La présence du Parc de la Rukoko avec la présence d'un type de palmeraie qu'on ne trouve qu'à Gihanga dans le monde, sa richesse en faune et flore constituent des potentiels touristiques importants
3. La présence d'un réseau dense de rivières dévalant de la crête Congo Nil vers les basses terres de l'Imbo permettrait la pratique de la culture irriguée
4. Les sols de la commune sont encore fertiles
5. La production très élevée du riz constitue une source de revenu pour une grande partie des ménages de la commune;
6. Dans le domaine pastoral, le sol, le climat et le relief de l'Imbo sont favorables à l'élevage du gros et du petit bétail;
7. Ses infrastructures sanitaires vétérinaires (deeping tang, abattoirs, couloirs d'aspersion, ..), bien qu'en mauvais état contribuent au développement de l'élevage ;
8. La commune dispose suffisamment de matériaux de construction : argile, sable, moellon, gravier et latérite ;



9. Les services publics d'encadrement : la commune dispose d'un nombre important des structures spécialisées des Ministères : Agriculture et Elevage, Santé, Education, Justice...
10. Le marbre découvert à Kajeke est un potentiel important pouvant procurer des recettes à la commune.

## **16.2. CONTRAINTES AU DEVELOPPEMENT**

De manière générale, les contraintes peuvent être regroupées en trois catégories : contraintes techniques et administratives, contraintes économiques et financières, et contraintes socioculturelles.

### **16.2.1. Contraintes d'ordre technique**

1. Le blocage le plus important dans le domaine agricole est l'exiguïté des terres cultivables suite à la forte densité de la population.
2. Le caractère traditionnel des méthodes de production agricole ;
3. Les semences et les boutures améliorées sont quasi inexistantes d'où faible production agricole.
4. Le déficit hydrique chronique que connaît la région
5. Au niveau de l'élevage, le manque de races améliorées, diverses maladies et l'insuffisance des pâturages naturels sont les principaux blocages de ce secteur.
6. Le mauvais état des routes, surtout les pistes de desserte agricole, entrave l'évacuation normale des produits ;
7. L'insuffisance des moyens de transport;

8. L'inefficacité de la plupart des services étatiques d'encadrement (insuffisance des effectifs, manque de recyclages et d'équipement, salaires modiques...);
9. Faible pouvoir d'achat de la population et inaccessibilité aux intrants agricoles et d'élevage ;
9. Le mode de conditionnement et le manque des infrastructures de stockage et de conservation des produits agricoles et d'élevage qui ne peuvent permettre le progrès du secteur agricole ;
10. La destruction de l'environnement par des pratiques agricoles non appropriées, les coupes incontrôlées de bois, ...

#### **16.2.2. Contraintes d'ordre économique financier**

1. L'accès difficile au crédit ; la seule COOPEC existante octroie difficilement des crédits aux agri-éleveurs par manque de garanties à présenter;
2. L'inefficacité des circuits de commercialisation qui reste handicapée par les problèmes liés aux infrastructures de transport,
3. L'insuffisance de la législation commerciale, notamment au niveau de la standardisation des poids et mesures ;
4. La faiblesse du pouvoir d'achat de la population ;
5. La faiblesse des prix au producteur ;
6. L'insuffisance et l'état de délabrement très avancé des infrastructures de production et zoo sanitaires (couloirs d'aspersion...), des infrastructures de communication (routes, ponts) et énergétiques (centrales électriques, groupes électrogènes, panneaux solaires...);
7. La non libéralisation de l'achat et de la commercialisation du riz

### **16.2.3. Contraintes d'ordre socioculturel**

1. Les difficultés d'approvisionnement en eau potable occasionnant ainsi la recrudescence des maladies diarrhéiques et d'origine hydrique ;
2. Le faible degré de participation collective aux activités de développement ;
3. L'augmentation du nombre de personnes vulnérables suite aux effets de la crise et de la pandémie du VIH/SIDA ; il s'agit des orphelins, jeunes de la rue et dans la rue, enfants chefs des ménages, les victimes des viols, ...
4. L'insuffisance et l'état de délabrement des infrastructures à caractère social (centres de santé, écoles, infrastructures sportives, centres récréatifs ...)
5. l'analphabétisme de la population
6. la consommation de l'eau sale, la prépondérance dans la région de moustiques et autres vecteurs de diverses maladies, le faible accès aux services de soins rendent l'état sanitaire de la population de la commune très critique

## **16.3. STRATEGIES ET ACTIONS A DEVELOPPER**

### **16.3.1. Stratégies**

L'examen de la situation des différents secteurs dans la commune laisse entrevoir que la stratégie pour le développement de la province devrait se baser sur l'accroissement de la production agricole, sur le développement de l'élevage, des métiers, du commerce et du secteur social (santé, éducation, eau potable, ...).

Il s'agira de mobiliser toutes les ressources en vue de subvenir aux besoins alimentaires de la population tant quantitativement que qualitativement, c'est à dire assurer la sécurité alimentaire. Pour cela, un ou des barrages devront être aménagés sur les nombreuses rivières traversants la commune afin de permettre une irrigation des paysannats.

Dans ce contexte, le programme de développement doit aussi impliquer l'éradication de la pauvreté grâce à un accroissement de la productivité/production et le dégagement de surplus permettant des effets multiplicateurs des investissements et la mobilisation des partenaires de développement de plus en plus nombreux et de plus en plus diversifiés.

Cette stratégie devrait également arriver à réduire les prix de revient des produits vivriers par des mesures appropriées.

Pour se faire, l'on devra passer par le développement du secteur de l'éducation, le taux d'analphabétisme dans la commune restant plus élevé. Des mesures d'accompagnement appropriées dans la santé, la desserte en eau potable, etc devront également être prises afin de créer des conditions favorables à la lutte contre la pauvreté et la relance de la production agro-pastorale.

Globalement, des efforts devront être fournis pour augmenter la production des cultures vivrières mais une attention particulière devra être portée à l'irrigation de la plaine de l'Imbo pour exploiter tous les atouts de cette partie de la province fortement fertile mais connaissant un déficit hydrique chronique. Il faudra aussi engager des recherches pour vérifier s'il n'y a pas de variété de pomme de terre adaptée à cette région.

Des mesures appropriées devront également être prises pour sauvegarder le patrimoine naturel de la forêt de la Rukoko. L'*Hyphaenae banquellentis var-ventriosa*, qui ne se trouve que dans la Rukoko, devrait être protégé et mise en valeur à des fins touristiques.

Pour l'élevage, les interventions devront porter sur le repeuplement du cheptel pour recouvrer le niveau d'avant la crise. Il faudra favoriser surtout les animaux à court cycle de reproduction et introduire des méthodes modernes d'élevage (stabulation permanente, introduction des races améliorées, insémination artificielles, construction des infrastructures modernes d'élevage, etc...).

### **16.3.2. Actions à développer**

La mise en œuvre de la politique de développement s'articulera autour des actions de production et de la vulgarisation agricole, d'augmentation de la production agricole, d'aménagement de l'espace rural et des actions basées sur les relations inter et intra sectorielles.

Il s'agira aussi du développement d'autres secteurs comme le commerce et l'artisanat, car les terres cultivables sont exiguës.

Les actions à développer sont résumées dans le tableau 16.1. ci-dessous :

Tableau 16.1. Stratégies et actions à développer

<b>SECTEURS</b>	<b>ATOUS</b>	<b>CONTRAINTES</b>	<b>STRATEGIES/ACTIONS A MENER</b>
<b>Agriculture</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les sols sont très fertiles</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Aléas climatiques</li> <li>- indisponibilités des intrants et des produits phytosanitaires</li> <li>- L'insuffisance d'encadreurs agricoles.</li> <li>- Manque de moyens de travail de l'agronome communal</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Réengager les encadreurs agricoles</li> <li>- Disponibiliser les intrants agricoles</li> <li>- Aménager d'autres périmètres pour irrigations</li> </ul>
<b>Elevage</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Milieu favorable à l'élevage</li> <li>- Existence des pâturages naturels riches et diversifiés</li> <li>- Demande croissante en produits vétérinaires</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Manque d'intrants d'élevage</li> <li>- Insuffisance d'encadreurs</li> <li>- Insuffisance de race améliorée pour la quasi-totalité du type d'élevage</li> <li>- Manque de moyens de déplacements pour les encadreurs</li> <li>- Absence de financement pour le développement du secteur</li> <li>- Manque de produits vétérinaire</li> <li>- L'élevage extensif qui cause des conflits entre éleveurs et agriculteurs</li> <li>- Manque d'infrastructure vétérinaire</li> <li>- Manque de terrains aménagés</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Promouvoir l'élevage de petits ruminants à cycles court</li> <li>- Repeuplement du cheptel bovin</li> <li>- Distribution des bovins améliorés</li> <li>- Distribution des intrants et des produits vétérinaires</li> <li>- Recruter des encadreurs collinaires</li> <li>- Disponibiliser dans la Rukoko un terrain destiné à l'élevage</li> <li>- Construire des infrastructures vétérinaires</li> <li>- Doter le technicien vétérinaire communal des moyens de travail</li> <li>- Réinstaurer le marché du bétail</li> <li>- Formation de personnel technique</li> </ul>
<b>Pêche et pisciculture</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- La disponibilité d'eau</li> <li>- La disponibilité des aliments</li> <li>- La demande croissante en poisson</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Aménagement des étangs non conformes aux normes techniques</li> <li>- Méconnaissance de la gestion et des pratiques piscicoles</li> <li>- Absence d'une structure d'encadrement technique</li> <li>- Manque de financement</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Installer des centre des formations en matière de pisciculture pour les encadreurs et autres agents de vulgarisation</li> <li>- Installer des centres de production d'alevins de bonne qualité</li> <li>- Implanter d'autres étangs piscicoles</li> </ul>
<b>Forêt</b>	Forêt naturelle de la Rukoko	Déforestation	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Protéger la Rukoko et d'autres forêts</li> <li>- Produire au moins 3 millions de plants</li> </ul>

<b>SECTEURS</b>	<b>ATOUS</b>	<b>CONTRAINTES</b>	<b>STRATEGIES/ACTIONS A MENER</b>
<b>Géologie, Mines, Minerais et matériaux locaux</b>	Un gisement de marbre Existence de matériaux locaux de construction	Exploitation anarchique des gisements	-
<b>Energie</b>	- Existence des rivières	- Beaucoup de localités et infrastructures ne sont pas électrifiées - Manques des moyens financiers - pauvreté de la population	- Electrifier d'autres centres ruraux non servis - Exploiter d'autres sources d'énergie : biogaz, énergie solaire photovoltaïque - Sensibiliser la population à l'usage rationnel de l'électricité - Construire un barrage hydro-électrique sur la rivière Mpanda
<b>Artisanat</b>	-	- Il existe peu d'artisans dans la commune - Absence de matériaux de poterie - Absence d'école de métier	- Construire une école de métier - Organisation des artisans en association - Doter les écoles de métiers de matériel et équipement complet
<b>Commerce</b>	-	- Manque de capitaux - Manque de sensibilisation	- Augmenter la production - Accorder des micro crédits aux associations d'artisans
<b>Tourisme et Hôtellerie</b>	- Réserve naturelle de la Rukoko	- Manque d'initiative dans ce domaine - Mauvais état du réseau routier - La proximité de la ville de Bujumbura	- Créer des sites touristiques dans la Rukoko - Accorder des facilités aux privés qui veulent investir dans le secteur
<b>Institutions financières</b>	- Existence d'un Coopec	- peu de crédits distribués	- Alléger les garanties demandées aux agri-éleveurs - Chercher des structures et organisation pour avaliser les crédits des agri éleveurs
<b>Transport</b>	- Existence d'un réseau routier	- Manque de moyens de transport suffisant - Mauvais état des routes et pistes - Manque de carburant	- Réhabilitation des infrastructures routières
<b>Communication</b>		- Manque d'un réseau téléphonique	- Construire un réseau téléphonique (fixe) - Intéresser les opérateurs de la téléphonie mobile d'implanter des antennes dans la commune

<b>SECTEURS</b>	<b>ATOUPS</b>	<b>CONTRAINTES</b>	<b>STRATEGIES/ACTIONS A MENER</b>
<b>Education</b>	- la demande de scolarisation est importante	- Infrastructures insuffisantes - Les enseignants insuffisants - Faible scolarisation de la fille	- Création de nouvelles écoles - réhabilitation des écoles en mauvais état - Augmenter les écoles d'enseignement de métier - Construire des homes pour enseignant - Recruter des enseignants qualifiés - sensibiliser les parents pour le scolarisation de la fille
<b>Santé</b>		- La méconnaissance des vaccinations - Manque du matériel suffisant pour le dépistage du VIH/Sida - Problèmes des tradipraticiens	- Mettre en place des programmes de lutte contre le paludisme et de lutte contre les moustiques par pulvérisation collective - Construire des latrines publiques - Affecter un médecin permanent au centre de santé de Gihanga - Doter la commune d'un personnel de santé qualifié et suffisant - Former ; sensibiliser et motiver le personnel soignant - Equiper les centres de santé existants - Solliciter un soutien technique et financier à l'Etat - Promouvoir les soins préventifs - Créer des conditions pour faciliter l'accès aux médicaments
<b>Action Sociale et Promotion de la Femme</b>	- Le corps de police décourage les violences - Les terrains pour la construction des infrastructures sociales sont disponibles	- Manque de service de prise en charge des personnes vulnérables - Manque de centre d'accueil et d'écoute- Manque de centre d'encadrement - La commune est dans la phase IV d'ou les ONGs et autres projets n'interviennent pas dans l'action sociale et le développement	- Demander à ce que la province soit libéré de la phase IV puisque la paix est revenue - Encourager les femmes à participer dans l'administration - créer des centres de prise en charge des victimes de violences - créer un centre de réadaptation professionnelle des handicapés



<b>SECTEURS</b>	<b>ATOUS</b>	<b>CONTRAINTES</b>	<b>STRATEGIES/ACTIONS A MENER</b>
<b>Réinsertion et Réintégration des Sinistrés</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les espaces ou bâtir des maisons pour les sinistrés sont disponibles</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Manque d'assistance pour les rapatriés et les déplacés</li> <li>- Conflit foncier entre rapatriés et ceux qui sont restés au pays</li> <li>- Mauvais condition de vie dans les sites</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Régler les litiges fonciers entre les rapatriés et les personnes restées à la colline</li> <li>- Accorder des terres à ceux qui n'en ont pas parmi les rapatriés</li> <li>- Encourage davantage les bailleurs à travailler dans ce domaine</li> </ul>
<b>Travail et Emploi</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Terrains domaniales disponible pour la construction de bureaux</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Insuffisance de bureau et mauvais état de bureaux existants</li> <li>- Manque de logement pour les employés</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Octroyer des maisons d'habitation aux fonctionnaires et employés (crédits logement)</li> <li>- Créer l'emploi</li> <li>- Construction de bureaux</li> </ul>
<b>Coopératives et associations d'auto-développement</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Terre fertile</li> <li>- Existence d'associations agréées d'auto-développement</li> <li>- Population laborieuse</li> <li>- Existence d' COOPEC</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Faible niveau d'instruction des membres du Conseil de Gestion</li> <li>- Non implication des coopérateurs dans la gestion de leurs associations</li> <li>- Manque de formation</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Constituer une banque de données sur les associations d'auto-développement</li> <li>- Former les comités exécutifs de toutes les associations d'auto-développement en organisation et en gestion</li> <li>- Améliorer les méthodes d'analyse des dossiers de financement des sous projets</li> <li>- Renforcer l'action de recouvrement</li> <li>- Une bonne implantation des coopecs pour servir les associations et groupements en leurs offrant des crédits moyennant une certaine souplesse</li> <li>- Elaborer des textes légaux sur le mouvement associatif</li> </ul>

## CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

La commune de Gihanga est l'une des 5 communes de la province de Bubanza et est située au Sud – Ouest de la dite province. Elle est délimitée au Nord par les communes Bubanza et Buganda (province de Cibitoke) ; au Nord-Est par la commune Mpanda et au Sud par la commune de Mutimbuzi (Province Bujumbura-Rural) et à l'ouest par la RDC.

Elle a une superficie estimée à 287,32 km<sup>2</sup> soit 26% de la province (1089km<sup>2</sup>) et 1,02 % du pays (27,834 km<sup>2</sup>).

La Commune Gihanga est située dans la région naturelle de l'Imbo. Cette dernière se caractérise par une altitude moyenne d'environ 1.000m, une *pluviométrie* moyenne annuelle d'environ 900mm, les *températures* moyennes se situant entre 25°C et 28°C.

Son climat est similaire au climat tropical sec et les précipitations sont trop faibles. Son climat connaît beaucoup de perturbations occasionnant des incidences néfastes sur les activités agricoles et pastorales ayant comme corollaire une mauvaise production en agriculture.

Sur le plan administratif, la commune comprend 2 zones, à savoir : Buringa et Gihanga. Ces dernières sont subdivisées en 14 collines de recensement.

Sur le plan agricole, la commune produit aussi bien les cultures vivrières, industrielles (Coton), maraîchères que fruitières. La commune est dernière productrice des vivriers dans la province avec une production moyenne annuelle de 20660 tonnes, soit 4 % de la production provinciale des vivriers. Cette production est essentiellement constituée de riz (85,5 %).

Sur le plan de l'élevage, l'on rencontre dans la commune les bovins, les ovins, les caprins, les porcins et les gallinacés. Le type d'élevage dominant est celui dit traditionnel. La commune vient en 2<sup>e</sup> lieu après Bubanza avec 24,9 % de tout le bétail de la Province. Elle est 1<sup>ère</sup> pour les bovins avec 86,6 % de tous les bovins de la province et 2<sup>e</sup> pour les caprins avec 20,6 % des chèvres de la province.

Les boisement tant naturels qu'artificiels (Rukoko) sont en voie de disparition suite aux effets combinés de la guerre, des feux de brousses, de l'attribution abusive des boisements

domaniaux et des coupes illites à des fins diverses. Aujourd'hui, la commune connaît des difficultés pour couvrir ses besoins en bois aussi bien en bois d'œuvre qu'en bois de chauffe et de charbon.

La pêche coutumière se fait à petite échelle ; la pisciculture est en voie de disparition depuis la fermeture du projet DAPA.

La commune Gihanga jouit de certaines potentialités, relevées ci-haut, qui constituent un ensemble d'atouts à son développement socio-économique. Toutefois, l'élan de développement semble s'arrêter à cause de plusieurs contraintes auxquelles se butte la commune. Parmi ces obstacles on peut retenir, entre autres : la dégradation des routes et d'autres moyens de communication ; le manque des moyens de transport, la non bancarisation du milieu rural pour collecter l'épargne et financer le développement, la dégradation de beaucoup d'autres infrastructures de base dans tous les secteurs de l'économie tels les écoles, les centres de santé, les infrastructures d'alimentation en eau potable, etc.... ; les aléas climatiques, l'attaque des cultures par les maladies et ravageurs des plantes dont la mosaïque sévère du manioc ; etc...

A cet effet, les potentialités disponibles ne peuvent profiter à la population que dans la mesure où ces contraintes citées ci-haut étaient supprimées. Pour y parvenir et opérer de changements dans la vie économique de la commune, il faudra entreprendre quelques actions dont les principales sont :

1. Assurer la distribution des intrants agricoles, vétérinaires aux agri-éleveurs à temps et aux prix accessibles ;
2. Irriguer la plaine de l'Imbo
3. Favoriser l'octroi de crédits aux associations et groupements des producteurs en allégeant les conditions d'octroi et celles de remboursement ;
4. Construire des centres semenciers et des infrastructures zoo-sanitaires ;
5. Encourager le personnel d'encadrement de tous les secteurs en leur assurant des salaires décents et en les motivant par l'amélioration des conditions de travail ;
6. Réhabiliter et renforcer les infrastructures de base ;
7. Appuyer l'organisation des coopératives et associations paysannes ;
8. Associer à l'action de développement agricole, pastorale et forestier, une amélioration et renforcement des structures d'autres secteurs tels que l'énergie, l'éducation, les

transports et tant d'autres qui ont un impact sur le bien-être matériel et social de la population.

Les perspectives de développement de cette commune doivent se baser sur l'agriculture. La stratégie agricole sera orientée vers l'intensification de la production des cultures vivrières, maraîchères en irriguant des périmètres autres que ceux rizicoles et de l'élevage pour atteindre l'autosuffisance alimentaire et, au besoin, constituer des réserves stratégiques à long terme.

## BIBLIOGRAPHIE

1. PNUD : La pauvreté au Burundi : le poids de la disparité 1998.
2. PAS : Cadre stratégique intérimaire de lutte contre la pauvreté au Burundi ; document synthèse sur le diagnostic des conditions de vie et de pauvreté 2001.
3. Ministère de l'action sociale et de la promotion de la femme : Politique sectorielle du ministère 2002-2004, 2002.
4. ISTEERU : Information du système d'information statistique sur la population au Burundi.
5. PNUD/PRRSLP : Plan opérationnel intégré de réintégration/réhabilitation des sinistrés et de lutte contre la pauvreté 2006.
6. Ministère de l'intérieur et de la sécurité publique : Découpage administratif du Burundi 2005.
7. Banque Mondiale : Enquête participative sur la pauvreté au Burundi 1998.
8. Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage : Rapport de réflexion sur le crédit agricole au Burundi 1998.
9. Gouvernement de la République du Burundi : Programme d'urgence 2006.
10. PAS : Evaluation des initiatives à la base 2000.
11. PAS : Evaluation des politiques et plans d'actions du secteur de la santé et des services connexes.
12. MISP/Département de la population : Estimation de la population burundaise par sexe et par groupes d'âge quinquennaux selon les circonscriptions administratives (provinces et communes 2005).
13. ISTEERU : Base de données pour les indicateurs du développement humain durable 1990-2000, mai 2002.
14. PAS : Evaluation et mise à jour des politiques et plans d'actions sectoriels de réduction de la pauvreté : Volet Agriculture et Développement du monde rural 2000.
15. PAS : Evaluation des politiques et plans d'actions de réinsertion et de réinstallation des sinistrés 2000.
16. PAS : Evaluation et mise à jour des politiques et plans d'actions sectoriels de réduction de la pauvreté : Volet Education et services connexes 2000.
17. PNUD/UNOPS : Monographie de la province du Sud Kivu (RDC) 1998.
18. DPAA/Bubanza : Rapports annuels

19. DPE/Bubanza : Rapports annuels
20. MISP/PDCLCP : Plan triennal de développement socio-économique de la province Bubanza (2002-2004).
21. SEP/REFES : Cadre stratégique de lutte contre la pauvreté et de relance de la croissance de la Province Bubanza, Avril 2005

## ANNEXE

### ATELIER PROVINCIAL DE VALIDATION DES MONOGRAPHIES COMMUNALES ET PROVINCIALE DE LA PROVINCE DE BUBANZA

Bujumbura, le 30 août 2006

#### PROCES VERBAL

L'an deux mille six, le trentième jour du mois d'août, se sont réunis autour du Gouverneur de la province Bubanza, tous les responsables sectoriels provinciaux dont la liste en annexe, tous les administrateurs communaux, l'antenne provinciale du Plan à Bubanza et une équipe du Programme d'Appui à la Gouvernance, Sous Programme Planification Locale, pour procéder à la restitution et à la validation technique des projets de monographies communales et provinciale.

Cette validation est intervenue deux semaines après la remise des documents provisoires aux participants ci-haut cités pour lecture et correction.

Une journée de travail regroupant chaque sectoriel provincial et ses agents communaux a précédé la présente session de validation officielle.

Après présentation des corrections, amendements aux textes initiaux et enrichissements apportés par les différents responsables sectoriels et administrateurs, les participants à l'atelier provincial de validation ont adopté le fond et la forme des documents présentés.

Les documents validés sont :

1. La monographie de la commune de Bubanza
2. La monographie de la commune de Gihanga
3. La monographie de la commune de Mpanda
4. La monographie de la commune de Musigati
5. La monographie de la commune de Rugazi
6. La monographie de la province de Bubanza

L'Antenne provinciale  
du Plan à Bubanza  
NIIBAGIRIWA Ferdinand



L'Expert représentant le SPPI.  
GASONI Evariste

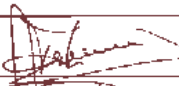
















Fait à Bujumbura, le 30 Août 2006

Le Gouverneur de la Province de Bubanza













**LISTE DES RESPONSABLES PROVINCIAUX ET COMMUNAUX  
AYANT PARTICIPE A LA VALIDATION DES MONOGRAPHIES  
COMMUNALES ET PROVINCIALE DE BUBANZA**

N°	Nom et Prénom	Fonction	Secteur analysé	Signature
1	NYABENDA Pascal	Gouverneur de la province Bubanza	Toutes les monographies	
2	NDEREYAHAYO Charles	Inspecteur Provinciale des finances communales	Commerce, Industrie Institutions financières, Tourisme et Hôtellerie	
3	NTAKIRATSA Carito	Gestionnaire provincial de la santé	Santé	
4	NGENDANGENZWA Gervais	Conseiller Socio-culturel du Gouverneur	Jeunesse et Sport & Patrimoine culturel	
5	BAHINGANA Léonidas	Chef de services productions végétales DPAE Bubanza	Agriculture	
6	SINZINKAYO Pascasie	Service production & S. animal. DPAE Bubanza	Elevage & Pêche et pisciculture	
7	BUKURU Patrice	Projet Habitat Rural	Habitat	
8	KANJORI Gordien	Conseiller Economique du Gouverneur	Transport et Communication	
9	SINGIRANKABO Godeberte	Forestière Provinciale	Forêts	
10	NTUNZWENIMANA François	Conseiller Principal du Gouverneur	Géologie et Mines	
11	BIRANTAGAYE Didace	Mouvement coopératif et associatif	Coopératives et Associations d'auto développement	
12	MANIRAKIZA Ferdinand	D.P.E. Bubanza	Education	
13	SINDABAJIAGA Donathile	Secteur social	Action sociale	
14	NIBITEGEKA Rose	Encadreuse Provinciale des CCARS	Réinsertion et réintégration des sinistrés	
15	BIGIRIMANA Adelin	Chef du personnel DPE Bubanza	Travail et Emploi	



**LISTE DES RESPONSABLES PROVINCIAUX ET COMMUNAUX  
AYANT PARTICIPE A LA VALIDATION DES MONOGRAPHIES  
COMMUNALES ET PROVINCIALE DE BUBANZA**

N°	Nom et Prénom	Fonction	Secteur analysé	Signature
16	NCUTINAMAGARA J.Michel	Coordonnateur provincial de l'Enseignement des Métiers	Artisanat	
17	NIYONGERE Donavine	Président du Tribunal de Grande Instance	Justice	
18	NSHIMIRIMANA Alexis	Coordonnateur Provincial des RCE	Eau et Energie	
	RUDACIKIRIRWA Maxime	CPLS – Suivi évaluation	Santé – Données sur le VIH/SIDA	
	NASASAGARE Bonaventure	Ligue ITEKA-Chef de section Bubanza	Droit de l'homme	
19	NZEYIMANA Hermès	Administrateur de la commune Bubanza	Monographie de la commune Bubanza	
20	NTIRANDEKURA Bonaventure	Administrateur de la commune Gihanga	Monographie de la commune Gihanga	
21	NIZIGYIMANA Cléophas	Administrateur de la commune Mpanda	Monographie de la commune Mpanda	
22	NIRAGIRA Isaac	Administrateur de la commune Musigati	Monographie de la commune Musigati	
23.	NKUNDWANABAKE Philbert	Administrateur de la commune Rugazi	Monographie de la commune Rugazi	

**LISTE DES PERSONNES AYANT PARTICIPE A LA CORRECTION DES  
DOCUMENTS AVANT VALIDATION OFFICIELLE**

N°	Noms et prénoms	Secteur d'activité
1	SIMBIBAGIYE Astère	Agronome communal Bubanza
2	MANIRAKIZA Emmanuel	Agronome communal Gihanga
3	NTORANYIMANA Evariste	Agronome communal Mpanda
4	NTEZAHORIGWA J. Bosco	Agronome communal Musigati
5	NIYONKURU Sefu	Agronome communal Rugazi
6	MBANZENGORE Oda	Technicien vétérinaire Mpanda
7	NAHIMANA Cathérine	Technicien vétérinaire Gihanga
8	NIZIRAZANA Lafdi	Technicien vétérinaire Musigati
9	NDUWIMANA Ferdinand	Technicien vétérinaire Rugazi
10	KARORERO Cyprien	Technicien forestier Bubanza
11	KANYAMUGAMBWE Gabriel	Technicien forestier Gihanga
12	NAHIMBAZWE Ildephonse	Technicien forestier Mpanda
13	BARAYANDEMA J. Baptiste	Technicien forestier Musigati
14	NDAYIKENGURUKIYE J. Claude	Technicien forestier Rugazi
15	NTAHONDETREYE Anselme	Chargé de la carte scolaire Bubanza
16	NISUBIRE Juvéna	Chargé de la carte scolaire Gihanga
17	NSABANDUMWE Albert	Chargé de la carte scolaire Mpanda
18	SEBATWA Thomas	Chargé de la carte scolaire Musigati
19	NTUNGUKA Roger	Chargé de la carte scolaire Rugazi
20	MFATIRO Cléscent	Chargé de la carte scolaire à la DPE
21	NAHIMANA Emelyne	Chef d'Antenne Provincial de l'urbanisme
22	NZISABIRA Joseph	Président du Tribunal de résidence Bubanza
23	IIAKIZA Bernard	Président du Tribunal de résidence Gihanga
24	NIYONGABO Ladislas	Président du Tribunal de résidence Mpanda
25	IIATUNGIMANA Jean	Président du Tribunal de résidence Musigati
26	RUPANDE Liévin	Président du Tribunal de résidence Rugazi
27	NTAWURISHIRA Christophe	Comptable communal Mpanda
28	NIYIGARUYE Melchior	Comptable communal Musigati
29	NDAYISABA Dieudonné	Comptable communal Rugazi
30	BARIGENERA Côme	Coco Mpanda
31	BUCUMI Françoise	Greffier Tribunal de Résidence Musigati
32	MASENGE Ladislas	Secrétaire communal Rugazi
33	GAHUNGU Samson	Secrétaire communal Gihanga
34	MISAGO Augustin	Secrétaire Communal Bubanza
35	NTEZAMASO Damien	Fontainier communal Bubanza
36	NDIKUMAZAMBO Kenedy	Fontainier communal Gihanga
37	MAJAMBERE Paul	Fontainier communal Mpanda
38	BUNAME Julien	Fontainier communal Musigati
<b>TOTAL</b>		